

Ecologie Politique et Territorialité: Enjeux de l'extraction minière canadienne au Guatemala

Marc Vlad de Maio

Projet de Bachelor en Géographie et Environnement - 2017



Sous la direction de Yannick Rousselot, Doctorant dans le département de
Géographie et Environnement de l'UNIGE

+++++++ Table des matières ++++++

1. Introduction	3
2. Contexte théorique	6
2.1. La géopolitique de Raffestin, un tournant épistémologique	6
2.2 L'écologie politique, un champ de recherche et de bataille	7
2.3 L'apport de la territorialité à l'écologie politique	8
3. Enjeux en contexte minier dans la littérature scientifique	9
3.1 Opportunités de développement	11
3.1.1 Pour les Etats développés	11
3.1.2 Pour les pays en voie de développement	12
3.2 Démocratie, gouvernance et gestion des conflits	14
3.3 Accessibilité et priorité territoriale	15
3.4 Risques écologiques et sanitaires	17
3.5 Profitabilité et responsabilité	18
3.6 Synthèse	20
4. Etude de cas	22
4.1. Justification du choix	22
4.2 Contexte historique	25
4.2.1 Le fer des Conquistadors (1523-1821)	25
4.2.2 L'indépendance espagnole et le clivage politique (1821-1944)	27
4.2.3 La Révolution d'Octobre (1944-1960)	27
4.2.4 La guerre civile (1960-1994)	28
4.2.5 Le néo-libéralisme (1996-2017)	30
4.3 Présentation des acteurs	31
4.3.1 Les exploitants miniers canadiens	32
4.3.2 Les peuples Mayas Sipacapa et K'ekchi	33

4.3.3 Le gouvernement guatémaltèque	35
5. Analyse des acteurs et des enjeux	35
5.1 Divergences des discours des acteurs	35
5.2 Analyse relationnelle et des enjeux	37
5.2.1 Enjeux économiques	39
5.2.2 Enjeux politiques (Démocratie, gouvernance et gestion des conflits)	40
5.2.3 Enjeux territoriaux (accessibilité, légitimité, priorité d'affectation)	42
5.2.4 Enjeux environnementaux (écologiques, sanitaires, responsabilité)	42
6. Conclusion	44
6.1 Principaux apports du Projet de recherche	44
6.2 Limites de l'analyse	45
6.3 Ouvertures	46
7. Bibliographie	47
8. Annexes	55

Introduction

L'industrie minière, qui regroupe les activités de prospection, d'exploitation et d'extraction des matières minérales, s'est fortement développée avec la révolution du numérique. L'essor de la consommation globale et des nouvelles technologies est allé de pair avec la demande en minéraux qui a augmenté de 50% en 30 ans (*Friends of the Earth Europe*, 2009) et n'a jamais été aussi forte. Les nouveaux besoins de la société numérisée impliquent des changements structurels et d'échelle (Spitz, 2013) provoquant des conflits territoriaux multidimensionnels. Entre la coulée de mercure dans le Rio Doce au Brésil sur 650 km, considérée comme la plus grande catastrophe environnementale du pays (Ruhfus, J., 2017), la résistance

citoyenne contre la North Dakota Pipeline (HEALY J. et SCHWAERTZ J., 2016) et une multitude d'autres événements moins médiatisés, l'extraction minière industrielle est un sujet d'actualité controversé.

De nombreux conflits sur des questions de propriété, d'accès, de gestion des externalités négatives et de répartition des bénéfices existent en contexte minier et les communautés indigènes ont leurs moyens de subsistance (d'existence?) affectés. La plupart des problèmes générés sont considérés comme des atteintes aux droits humains, conformément au chapitre IV des droits de l'homme, dans le sens où le droit des peuples à disposer d'eux même, à déterminer la forme de son régime politique et leur développement économique, social et culturel, n'est pas respecté (Jahan, 2015; UN, 1966).

De plus, il semblerait qu'un paradoxe existe dans les pays en développement riche en ressources naturelles. Le développement des exploitations de matières premières non-renouvelables serait à l'origine d'une croissance économique instable, d'un système politique aux pratiques moins démocratiques et de conditions de vie précaires pour la population locale (Auty, 1990; Sachs et al, 1995). Ces liens peuvent être regroupés sous le terme de *resource curse* que nous aborderons plus tard dans notre développement en parallèle au rôle des ressources minérales dans le développement national et international.

L'objectif de ce travail est de présenter de manière systémique les enjeux et impacts engendrés dans le contexte minier industriel. Nous allons établir un état de la littérature scientifique, afin de clarifier la manière dont les chercheurs et scientifiques abordent les enjeux de l'extraction minière de façon générale mais aussi dans le contexte plus précis et développé d'une étude de cas afin de répondre à la question suivante:

Comment les différentes territorialités des acteurs concernés par l'extraction minière au Guatemala engendrent-elles des conflits?

Nous formulons une hypothèse afin de nous guider lors de nos recherches:

Les différentes territorialités des acteurs de notre étude de cas, héritées des discriminations structurelles du passé colonial guatémaltèque, engendrent des

conflits, où la politique minière du gouvernement guatémaltèque et des entreprises canadiennes oblitèrent le développement durable des communautés autochtones mayas.

EN premier lieu, nous présenterons les principaux outils d'analyse de la géopolitique et de l'écologie politique qui nous serviront par la suite à comprendre les relations entre différents types d'acteurs sur un territoire dans un contexte d'extraction de ressources. Ce projet de recherche va mobiliser le concept de territorialité car nous pensons qu'il permet de comprendre en profondeur le système de relations des acteurs sur un territoire tout en mettant en exergue les structures et processus sociopolitiques qui constituent au jour le jour le territoire. En comprenant les conditions existentielles de ces derniers, la territorialité met en évidence les asymétries entre acteurs. Quant à l'écologie politique, elle analyse essentiellement le pouvoir et les luttes pour le pouvoir en matière de gestion de l'environnement et fait une critique des approches dominantes relatives à l'environnement. Dans un second temps, nous utiliserons les éléments de la littérature scientifique issue de la géographie humaine et environnementale et de l'économie sur l'industrie minière afin de définir les opportunités de développement pour les pays développés et en voie de développement pour mettre en lumière les enjeux de gouvernance, d'accessibilité et de risques environnementaux et sanitaires. Finalement, après avoir exploré des pistes que les chercheurs ont ouvertes pour améliorer les pratiques actuelles de l'industrie minière en terme de durabilité et justice environnementales, nous présenterons une étude de cas critique sur le Canada et le Guatemala afin d'approfondir l'analyse et de répondre à nos hypothèses.

Pour répondre à notre problématique, nous utiliserons différents sources, tels que des ouvrages académiques, rapports officiels, articles journalistiques, témoignages vidéos. La plupart a pu être recueillie lors de mon séjour à Toronto, auprès d'antennes d'ONG et d'associations luttant pour les droits humains et attentives à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

2. Contexte théorique

2.1. La géopolitique de Raffestin, un tournant épistémologique

La géographie politique est “une description des États du Monde à un moment donné” (Baud et al., 2008), alors que la géopolitique est l'ensemble “des rivalités de pouvoir sur un territoire” (Lacoste cité dans Levy, 1983) et est “centrée sur le pur rapport de forces” (Raffestin, 1995).

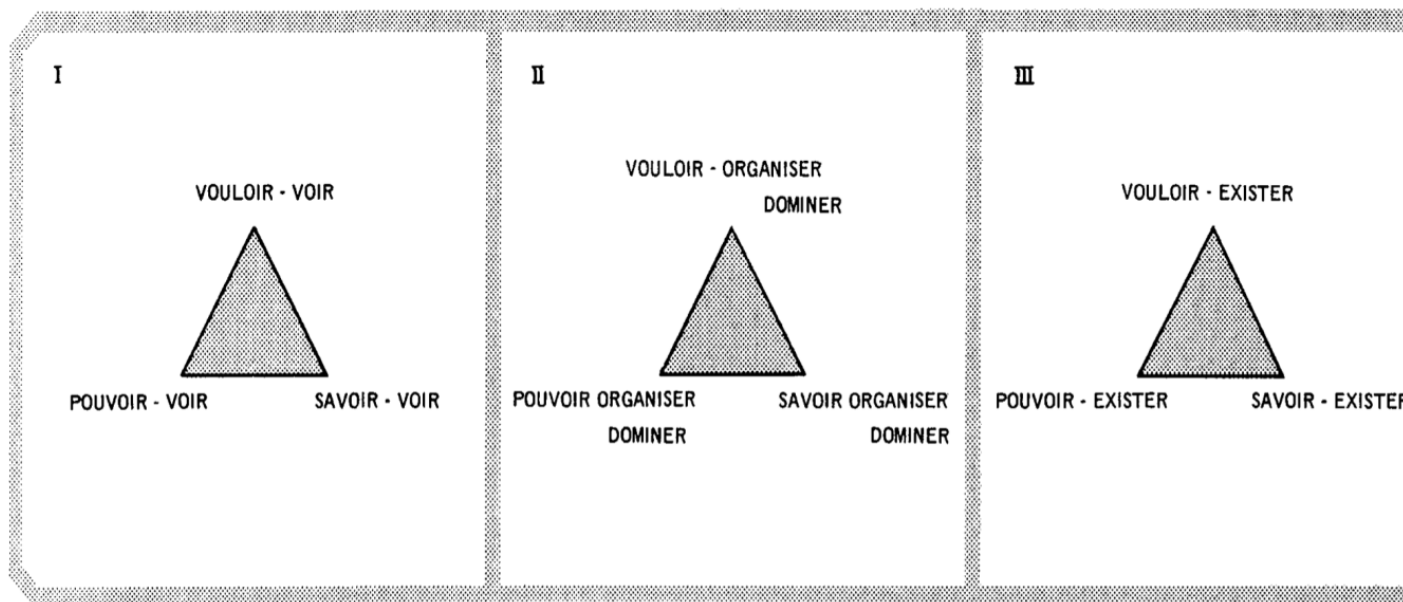


Fig. 1 " Paysage et Territorialité" Raffestin, 1977.

Dans le premier triangle (Fig.1, I), on se situe dans la géographie classique française et la “restitution du spectacle” (ibidem), on intègre les signes mais en se concentrant uniquement sur le “Voir”. Dans le second triangle (Fig.1, II), que Raffestin attribue à la “nouvelle géographie”, on intègre plus que les signes, les dynamiques de gestion d'un territoire entre les entités, “Dominer”, en cherchant à “refaire le spectacle à partir d'une métrique” pour le maîtriser et l'organiser. Finalement, le troisième triangle (Fig.1, III) représente le langage de la “Géographie de la territorialité” dans le sens où “Exister” implique tout ce qui permet de maintenir en état de fonctionnement une structure (ibidem). Le principal apport épistémologique de Raffestin à la géopolitique est la dimension sémiologique et identitaire (Raffestin, 1987). Cela permet de définir l'image d'une société, en saisissant enjeux sociaux, politiques et économiques, dont les rapports de pouvoir l'animent au quotidien.

Initialement un concept emprunté de recherches naturalistes sur les comportements territoriaux des animaux en comprenant d'abord la compétition pour l'appropriation de l'espace (Levy, 2001), la territorialité arrive tardivement dans le champs de la géographie humaine. Elle a été réinventée comme "la prise en compte de toutes les relations existentielles" (Raffestin, 1979) et grâce au concept de territorialité, les dimensions sémantiques, sémiotiques et idéologiques liées au pouvoir ont pu être mieux développées; l'identité et le système de relations des acteurs à toute échelle ont pu être mieux comprises. Ainsi, dans notre travail nous mobiliserons le concept de territorialité afin d'explicitier et de confronter les systèmes de relations de nos acteurs afin de déceler les enjeux économiques, sociaux et politiques des exploitations minières canadiennes au Guatemala sur les terres des Mayas.

2.2 L'écologie politique, un champ de recherche et de bataille

La prise de conscience du rôle de notre système de développement global dans la production d'inégalités, notamment dans un contexte postcolonial, a généré de nouvelles questions géopolitiques directement en lien avec la gestion du territoire et de l'environnement. Cela a mené la communauté scientifique à suivre des réflexions plus systémiques et écologiques (Robbins, 2012).

L'écologie politique dépasse les approches environnementales dominantes en exposant les impacts indésirables des politiques et des lois du marché, en donnant une voix aux populations marginalisées et vulnérables (Robbins, 2012). Les relations de domination et de dépendance des acteurs sont multidimensionnelles et interconnectées (Hussen, 2013; Robbins, 2012). Selon Liepietz le néo-marxisme a beaucoup apporté à l'écologie politique en tant que pensée matérialiste, dialectique, historiciste et progressiste (1995). En effet, les inégalités en tant que produit d'acteurs et de relations sont maintenues par des structures sociopolitiques à différentes échelles (Pain et al., 2010). On distingue ici, comme support de la reproduction et du maintien des inégalités, la non-reconnaissance et le non-respect qui se définissent sous deux angles: l'aspect individuel et l'aspect institutionnel (Fraser, 1998). L'aspect institutionnel s'inscrit dans les fondements démocratiques, et n'est pas respecté quand l'opinion de la majorité est ignorée (ibidem). L'aspect individuel regroupe trois formes de non-respect: l'atteinte au corps (violences physiques), le non-respect des droits, et le non-respect du style de vie (Honneth,

1995). L'écologie politique s'intéresse également au concept de justice sociale et environnementale qui souligne la non-redistribution des externalités négatives et des bénéfiques (Young, 1990). Elle pointe du doigt la responsabilité des acteurs, pousse à la reconnaissance de l'altérité dans une forme de participation collective à la gestion de l'espace, et critique les formes d'oppressions physiques ou/et morales à l'échelle institutionnelle et individuelle (Pain et al, 2010).

2.3 L'apport de la territorialité à l'écologie politique

La territorialité peut être considérée comme un outil intéressant à embrasser dans le courant de l'écologie politique, dans le sens où elle semble permettre d'approcher quasiment tous les éléments nécessaires à une étude par l'écologie politique. Elle déconstruit les discours des acteurs en fonction de leurs relations symétriques ou non avec le territoire et l'altérité (Raffestin, 1987). L'écologie politique est une discipline de recherche et d'action agrégative de différents courants qui s'intéresse sur les causes plutôt que des symptômes des inégalités environnementales (Robbins, 2012). De par son approche causale, l'écologie politique veut remettre en question les relations entretenues par un acteur sur un espace donné (ibidem.).

« Les notions de limites, d'équilibre, de population, de ressources, d'appropriation d'un territoire, de sentiment d'appartenance et d'identité forgée par l'expérience personnelle et le vivre-ensemble sont les ingrédients principaux de la théorie de la territorialité développée par C. Raffestin au cours des ans » (Levy, 2001)

Les relations existentielles prises en compte par la territorialité permettent de comprendre le système d'acteurs et leurs besoins afin d'en définir les normes d'autonomie (Levy, 2001). Selon Brunet, la territorialité permet en effet de mieux comprendre les interactions des groupes sociaux, de réfléchir à leur cohésion; mais elle peut être source ou support direct d'exclusion et de haine, et peut avoir des contributions négatives (cité dans Lévy, 2001). Ce langage n'est qu'un lieu de médiation (ibidem) qui dépend de la volonté, du pouvoir et du savoir de ceux qui l'utilisent. Raffestin s'écarte de cette vision en définissant la territorialité comme "la prise en compte de toutes relations existentielles" (Raffesting, 1979). Cette "prise en

compte" implique une relation symétrique et qui empêche donc la croissance d'une organisation ou d'une structure au détriment d'une autre, elle empêche aussi la destruction d'une organisation ou d'une structure par une autre, et fait donc le terreau à la mise en place d'un développement inclusif et donc plus durable. En effet, la symétrie implique la reconnaissance de la valeur d'usage et donc de l'utilité pour l'Autre de l'accès à tel bien ou service (Raffestin, 1980). Lorsque qu'il y a méconnaissance, déni ou rejet des besoins de l'autre, la situation reflète un rapport de pouvoir dissymétrique qui menace l'existence de l'Autre.

Raffestin trouve dans l'écologie un exemple élémentaire pour expliquer les notions de symétrie et de territorialité. Il y a relation avec la terre, la forêt, la montagne, la mer autant qu'elles contiennent des éléments appréciés et exploitables. Il considère que l'équilibre écologique repose sur un rapport prélèvement-apport proportionnel (Raffestin, 1977). Dans ce cas, on peut parler d'une relation durable. Si la relation est dissymétrique, c'est à dire que le rapport prélèvement-apport n'est pas respecté, il y a destruction progressive de la relation avec pour conséquence une perte d'autonomie pour ceux qui pratiquent la relation dissymétrique (Raffestin, 1977).

Ces propos peuvent être directement repris par l'écologie politique qui s'intéresse à la nature et autres acteurs non-humains. La théorie du réseau d'acteurs ou *The Actor Network Theory (ANT)* pousse à adopter une vision systémique entre les humains et les "choses" pour mettre en place un développement durable (Murdoch, 1998 cité dans Robbins 2012). Cette théorie amène à s'intéresser à la relation des humains avec la nature et à leur rapport prélèvement-apport (Harraway, 2003; Escobar, 1998) et non pas seulement des humains avec les acteurs institutionnels.

3. Enjeux en contexte minier dans la littérature scientifique

L'exploitation minière industrielle anime des enjeux bien différents de l'exploitation minière artisanale. Par exploitation minière industrielle, nous entendons ici l'ensemble des activités de prospection et d'extraction de ressources minérales souterraines non-renouvelables qui nécessitent peu de main-d'œuvre et une technologie avancée coûteuse. Nous avons remarqué durant nos lectures que les

auteurs se concentrent généralement sur une dimension spécifique de cette industrie parmi d'autres, mais comme nous le montrerons à travers une analyse systémique, ces dimensions sont autant d'implications qui se recoupent et se chevauchent. Face à cette difficulté méthodologique nous avons décidé d'organiser les enjeux sous les catégories suivantes:

- **Opportunités de développement**
- **Démocratie, gouvernance et gestion des conflits**
- **Accessibilité et priorité territoriales**
- **Risques écologiques et sanitaires**
- **Profitabilité et responsabilité**

3.1 Opportunités de développement

3.1.1 Pour les Etats développés

A cause de la disparité des gisements de minéraux précieux, l'extraction minière est au cœur d'enjeux économiques et géopolitique à toute échelle. C'est une industrie primaire nécessaire pour le développement de nombreux pays, d'institutions financières et d'organes continentaux comme l'Union Européenne (Thomas, 2013). Alors que l'Amérique latine n'utilise que 13% des métaux de base qu'elle produit (USGS, 2008), des dépendances se créent pour certaines économies. Comme exemple, l'UE importe 100% de son cobalt et 48% de son cuivre (Thomas, 2013) et le prix de ces matières est alors un sujet délicat. L'exploitation minière est une industrie-clé pour le développement des énergies renouvelables et pour les nouvelles technologies essentielles au développement de nos sociétés. Par exemple, la recherche dans les domaines de la physique à particules, du photovoltaïque, du stockage électrique, ou encore de l'eau et du traitement des eaux usées (Sibaud, 2012). Soulignons ici que notre consommation de minéraux est fortement corrélée à notre usage croissant des produits informatiques dans le monde du travail, scientifique, médical et dans la vie de tous les jours (ordinateurs personnels, téléphones, gadgets...). Les nombreux minéraux ont une utilisation précise dans des produits technologiques omniprésents:

11. TECHNOLOGY MINERALS AND THEIR DRIVING EMERGING APPLICATIONS

Raw material	Emerging Technologies (selected)
Gallium	Thin layer photovoltaics, IC, WLED
Neodymium	Permanent magnets, Laser technology
Indium	Displays, thin layer photovoltaics
Germanium	Fibre optic cable, IR optical technologies
Platinum	Fuel cells, catalysts
Tantalum	Micro capacitors, medical technology
Silver	RFID, lead-free soft solder
Cobalt	Lithium-ion batteries, synthetic fuels
Palladium	Catalysts, seawater desalination
Titanium	Seawater desalination, implants
Copper	Efficient electric motors, RFID
Niobium	Micro capacitors, ferroalloys
Antimony	ATO, micro capacitors
Chromium	Seawater desalination, marine technologies

Source: EC (2010) Critical Raw Materials for the EU: Report of the Ad-hoc Working Group on Defining Critical Raw Materials.

Fig.2. Les minéraux essentiels aux nouvelles technologies (cité dans Sibaud, 2012)

3.1.2 Pour les pays en voie de développement

L'industrie minière représente des revenus fiscaux considérables pour les Etats qui accueillent les entreprises (Zarsky et Stanley, 2013). Elle a été une source principale de la croissance des pays 'émergés' comme l'Inde ou la Chine (Thomas, 2013). A défaut de posséder les techniques d'exploitation, les nations les moins riches et les moins industrialisées ont deux options: l'exploitation artisanale difficile et peu profitable ou l'octroi de permis d'exploitation à des entreprises étrangères pourvues de capital et capables d'augmenter significativement les quantités extraites (Thomas, 2013). En retour, ces entreprises payent des royalties et implémentent des plans

sociaux, augmentant les revenus fiscaux des gouvernements et agissant directement sur le développement de sa population.

En situation réelle cependant, non seulement les entreprises industrielles ne sont pas de grandes employeuses et vectrices de développement vu qu'elles nécessitent peu de personnel (Sibaud, 2012; Arago, 2012), et que l'argent injecté dans les plans sociaux représente généralement une partie infime des bénéfices totaux (Zarsky et Stanley, 2013). Lorsque création d'emploi il y a, il est généralement sous-payé, dangereux et éphémère, car une fois le sous-sol vidé de ses richesses, l'usine ferme (Thomas, 2013). Comme Jared Diamond le théorise dans son livre "*Collapse*", les civilisations qui détruisent leurs supports de développement sont condamnées à l'effondrement (Diamond, 2005.)

Généralement (et théoriquement), dans les pays en voie de développement, le gouvernement possède et exploite les ressources dans les sous-sols dans l'intérêt national, et bénéficie d'un revenu fiscal conséquent et des projets sociaux financés par les entreprises (Zarsky et Stanley, 2013). Sur le plan foncier, l'Etat tend à expulser des communautés locales ou simplement à vendre les terres sur lesquelles elles subsistent afin de laisser place à des projets miniers. (Robbins, 2012; Escobar, 1998). Robbins utilise la théorie de l'exclusion et des conflits environnementaux pour expliquer ce genre de situation (Robbins, 2012). Cette théorie stipule que le contrôle et l'appropriation des ressources par l'Etat, des élites sociales ou des multinationales créent des conflits entre groupes car ces processus mènent à la raréfaction des ressources et représentent une menace aux systèmes de développement locaux. Le terme de *resource curse* (Sach, 1995) illustre le paradoxe des pays pauvres bien que fortement dotés en ressources naturelles, ici minières: au lieu d'être une source de revenu et de développement, les projets d'exploitations de ressources premières génèrent guerres, inégalités, pollution, paralysent et parfois même font reculer les standards socio-économiques et le niveau de développement (Thomas, 2013) sur l'autel d'une économie monopolistique, peu diversifiée (Vision africaine des mines, 2009). Les tendances inflationnistes, que la croissance des activités minière engendre, aggravent encore davantage le pouvoir d'achat des populations (Zarsky et Stanley, 2011).

3.2 Démocratie, gouvernance et gestion des conflits

Pour l'EITI (*Extractive Industries Transparency Initiative*), la 'malédiction des ressources' n'existe pas si les Etats des pays en développement mettent en place une gouvernance plus réfléchie et luttent contre la corruption (Visser, 2012). "Le marché, les transnationales et les institutions financières internationales seraient non seulement hors de cause, mais dans leurs dynamiques mêmes, bénéfiques à tous. Leurs effets négatifs ne peuvent s'expliquer que par une captation ou un détournement de leurs fonctions positives par les Etats producteurs" (Thomas, 2013). Cette vision est incomplète car, comme le souligne son auteur, les pratiques de corruption ou de détournement ne considèrent pas en leur sein les pratiques de lobbying et les opaques mécanismes fiscaux (ibidem). Ces réflexions remettent en question la souveraineté réelle de l'Etat. En effet, les forces de la mondialisation affectent indéniablement les Etats "en rendant leurs frontières plus poreuses, en accroissant leur interdépendance, cette globalisation ébranle les fondements mêmes de leur souveraineté" (Braud, 2004).

A travers la théorie de la dépendance, on retrouve souvent, dans la littérature de l'écologie politique des mines, des conflits liés à la gouvernance et à l'histoire sociopolitique qui perpétue des inégalités sur le territoire (Robbins, 2012). Cette théorie montre que les origines des inégalités sociales et économiques sont le fruit du passé colonial. Les pouvoirs coloniaux ont largement contribué aux inégalités d'aujourd'hui par la transformation de l'environnement et l'exclusion de minorités et ethnies de la vie politique. Les projets miniers se mettent en place avant d'avoir recueilli l'aval des communautés locales (Bebbington, 2007). Alain Denault dénonce un management autoritaire, non-participatif ou inclusif, et souvent violent, des États, dont il juge la gouvernance - à travers son étude de cas sur l'implication de mines canadiennes dans les conflits de la République Démocratique du Congo (RDC) - comme favorable aux acteurs économiques les plus puissants. Cette état de faits permet et favorise ainsi la dépossession des peuples de leurs terres (Deneault, 2013).

De nombreux conflits violents sont induits ou alimentés par l'exploitation de ressources naturelles en RDC, au Sierra Leone et au Liberia (PNUE, 2009). On assiste alors le plus souvent à des projets miniers anti-démocratiques, car

généralement, si informés correctement, les autochtones refusent de prendre les risques que l'exploitation minière génère sur leur territoire (Amnesty, 2014; Bebbington, 2007). Les entreprises minières font facilement fi des normes internationales et même nationales sur les droits des populations indigènes, d'autant plus lorsque ces populations sont peu éduquées et qu'elles possèdent un passé lourd qui entrave leur participation à la gestion du territoire (Escobar, 1998). On retrouve en effet de nombreux cas où les populations locales, généralement rurales et analphabètes, ne sont que peu ou même pas du tout informées des futures retombées sociales et environnementales des mines (Bebbington, 2007), s'insurgent et sont violemment réprimées par l'appareil sécuritaire du gouvernement. Au Pérou, plusieurs milliers d'individus - indigènes ou non - se sont regroupés pour bloquer une autoroute dans l'objectif d'obtenir le retrait d'un décret anti-démocratique car ils n'avaient pas été consultés pour l'allocation du permis de l'exploitation des sous-sols proches de leurs communautés. Le bilan humain des affrontements avec les forces de sécurité s'élevait à une trentaine de morts et des centaines de blessés (Bebbington, 2007).

3.3 Accessibilité et priorité territoriale

Les projets miniers bouleversent les systèmes de relations des acteurs humains et non-humains sur un territoire et soulèvent donc des questions sur l'accessibilité et la priorité au territoire. Claude Raffestin prend l'exemple des palissades pour montrer qu'elles représentent une défense, mais aussi et surtout la "délimitation d'une aire de transformation de l'espace originel: la palissade marque et souligne le territoire produit" (Raffestin, 1977). L'écologie politique s'intéresse en particulier aux conflits territoriaux liés à l'accessibilité: "We define access as "the ability to derive benefits from things," broadening from the property's classical definition as "the right to benefit from things." (Ribot et Peluso 2003) et du Contrôle: "practices that fix or consolidate forms of access, claiming, and exclusion for some time." Les lois foncières, les barrières mais aussi la coercition (ou sa menace) servent à contrôler le territoire. Ces mécanismes de contrôle des terres peuvent être utilisés en même temps (Peluso et Lund, 2011) et transformer l'espace originel et les territorialités qui le constituent.

Des problèmes d'accessibilité sont ainsi régulièrement évoqués dans l'écologie politique des mines, surtout lorsque les pays ont des systèmes politiques discriminatoires envers certaines ethnies (Escobar, 1998). L'industrie minière contribue au double phénomène d'accaparement des terres et de l'eau (Thomas, 2013). La théorie de la propriété commune est probablement un des apports les plus importants de l'écologie politique (Robbins, 2012). Elle postule que la plupart des ressources naturelles sont traditionnellement considérées comme une propriété collective. La théorie soutient que la gestion traditionnelle des ressources communes est plus adéquate pour garantir le renouvellement des ressources (Robbins, 2012).

Par conséquent, la privatisation de ressources au bénéfice des exploitants miniers entraîne la vulnérabilité des communautés locales. Les dangers principaux de l'accaparement des terres sont ceux qui affectent directement les espaces cultivés et les points d'eau (Robbins, 2012) car l'agriculture vivrière et la pêche permettent la survie des populations peu développées. Comme il faut utiliser 225'000 litres d'eau pour extraire 1 kg d'or, ou 377 litres pour produire 1 kg de nickel (Sibaud, 2012), la sur-exploitation de l'eau est un problème majeur.

On estime que les besoins de l'industrie minière en eau et en terre vont augmenter car la plupart des minéraux que nous exploitons aujourd'hui sont moins disponibles et faciles à extraire que par le passé.

La compétition entre les entreprises minières et les populations locales provoque des tensions fortes de part et d'autre. La mise en place d'une mine nécessite des grands travaux qui obligent souvent à des pratiques de déforestation et de destruction des sols et de l'écosystème à long terme (ibidem). Par exemple, les Philippines, qui exportaient du riz dans les années 1980, ont été contraintes de devenir le plus grand importateur mondial de riz après l'arrivée massive de projets miniers (Triest, 2011).

Robbins introduit dans ce contexte la théorie du contrôle et de la conservation (Robbins, 2012) qui considère que le contrôle des ressources et des territoires a toujours été au centre de conflits. Certains territoires devraient être protégés contre des intérêts spécifiques de groupes politiques et économiques, au nom d'intérêts plus globaux, de l'environnement ou d'une communauté.

3.4 Risques écologiques et sanitaires

On estime que 20% des émissions mondiales de CO₂ proviennent de l'industrie minière (Sibaud, 2012). Mais l'exploitation minière est une menace pour l'environnement et les sociétés à cause des risques directs et inhérents sur l'environnement (Thomas, 2013). Les catastrophes écologiques dues à l'industrie minière sont nombreuses (Rio Doce, Yanacocha, etc) et parfois anéantissent les moyens de subsistance des populations locales (Thomas, 2013) La théorie du réseau d'acteurs stipule que les sociétés humaines dépendent de la nature qui l'entoure et que les atteintes à cette dernière est une menace direct à la société (Murdoch,1998, Pain et al., 2010). Alors que les bénéfices sont colossaux pour les entreprises et que les Etats voient leurs recettes fiscales augmenter, les communautés locales elles sont le plus souvent affectés négativement par la présence des activités minières que positivement.

L'extraction des minerais requiert l'usage de produits chimiques pour séparer les minéraux précieux de la roche. Cette technique génère des millions de litres d'eau et de gravats contaminés qui représentent un risque majeur pour les points d'eau et des nappes phréatiques en aval (ibidem). Les gravats émettent de grandes quantités de poussière lors de leur extraction (Dudka et Adriano,1995) et peuvent être à l'origine de contamination désastreuse s'ils ne sont pas pris en charge correctement (et typiquement s'ils entrent en contact avec l'eau de pluie) (Sibaud, 2012). A cet égard, les mines à ciel ouvert sont les plus polluantes et destructrices de la biodiversité à cause des particules et de substances toxiques qui pénètrent le sol pendant et après l'extraction (Sibaud, 2012). Il est nécessaire de souligner le fait que la plupart des recherches sur les impacts environnementaux des mines se limitent généralement au niveau national et ne prennent pas en compte les répercussions transfrontalières et à l'échelle du continent (UNESCO, 2012).

Depuis la perspective sanitaire, les mineurs et les populations voisines ont souvent des problèmes respiratoires dûs aux poussières toxiques qui émanent des mines. L'ingestion d'eau et d'aliments contaminés par des produits chimiques représente un danger mortel pour les humains (UNESCO, 2012). Des cas de malformation à la naissance sont provoqués par l'exposition au mercure et autres produits chimiques (UNESCO, 2012) et des cas d'irritation grave de la peau après avoir été en contact

avec de l'eau polluée ont été reportés (Amnesty, 2014). Sur les 1.2 millions d'individus d'une communauté des Appalaches qui réside à proximité d'une exploitation minière, 60'000 cas de cancers ont été recensés et reliés directement aux activités de la mine (Kennard et Makan, 2011). En plus de ces risques de pollutions mortelles, les conditions de travail sont précaires et de nombreux accidents et décès ont lieu à cause d'effondrements dans les mines. Rien qu'au Chili, le Bureau National Géologique et de Mines fait état d'une moyenne annuelle de 18 accidents impliquant des décès (SERNAGEOMIN, 2016).

Les lois et politiques supranationales, gouvernementales ou même la constitution nationale peuvent défendre les "droits de la nature" et le "bien-vivre". En prohibant l'exploitation de certaines ressources, elles visent et peuvent protéger les sociétés et les écosystèmes, ce qui permet une forme de développement où les humains et l'environnement vivent en harmonie (Fernandez, 2014). Au cœur d'enjeux politiques majeurs, où s'opposent deux formes de pensée et d'action radicale (exploitation irresponsable vs. opposition à toute forme d'exploitation), il arrive que des projets d'exploitation de mines responsables (et finalement, plus rentable dans la durée) soit refusés en bloc, car perçus comme une menace au développement et à la qualité de vie (Thomas, 2013) - comme c'est le cas en Bolivie ou au Chili.

3.5 Profitabilité et responsabilité

Les entreprises d'extractions suivent une "logique de coût / bénéfices" (Zarsky et Stanley, 2013) afin de rester compétitives. Elles intègrent donc un paradigme de la "soutenabilité faible" qui postule que la somme totale des capitaux se doit d'être supérieure à la somme initiale; la "soutenabilité forte", elle, postule que le capital naturel n'est pas substituable (Hussen, 2013). Les entreprises minières s'inscrivant dans des logiques de compétitions de marché (Charreau et al. 2002), la pression pour des gains rapides et exponentiels des actionnaires et dirigeants obligent les entreprises à économiser, à augmenter les bénéfices et baisser les coûts (Charreau et al. 2002; Thomas, 2013).

La majorité des entreprises d'extraction minière ne considèrent que dans un deuxième temps les "considérations éthiques" (Charreau et al., 2002) et le

développement des plans de remédiassions environnementales, notamment quand la loi les y astreint (Amnesty, 2014). La logique de rentabilité implique la compression maximale des coûts liés aux salaires, à la sécurité, à la formation des employés, ainsi qu'aux plans de consultation, aux investissements sociaux, et aux plans de remédiassions écologiques. Les accidents de travail et environnementaux sont à l'origine de nombreuses batailles légales entre les entreprises, les nations et la société civile (Amnesty, 2013 ; ChocversusHudbay, 2017; Heis, 2015). De plus, ces activités d'exploitation sont souvent néfastes aux écosystèmes et aux communautés humaines qui en dépendent (WHO, 2017; UNESCO, 2012; Sibaud, 2012; Thomas, 2013, Amnesty, 2014).

Avec la pression des consommateurs et des citoyens, des codes de conduites et de responsabilité sociale et environnementale (Thomas, 2013) sont établis par des associations (Toward Sustainable Mining) ou inscrits dans la législation nationale (MeM, 1997). Dans ces cadres normatifs, on retrouve les dimensions-clefs de la soutenabilité comme l'aspect consultatif et participatif de la population locale, le respect de l'environnement, la mise en place de normes de sécurité et l'obligation de produire des rapports sur la situation environnementale des territoires affectés par les mines (TSM, 2017).

Toutefois, même lorsqu'elles existent, les normes légales sont souvent ignorées et les rapports d'activités des entreprises biaisés. Les entreprises sont alors accusées de *greenwashing* en manipulant leurs rapports sur leur projets ou performances pro-environnementales, et surtout en minimisant l'impact néfaste sur les communautés et la nature (Landen et Malmber, 2016). Face à ces discours des entreprises et des gouvernements qui visent à camoufler une exploitation minière en fait irresponsable, les populations locales qui dépendent du réseau de production de la biodiversité (Escobar, 1998), et donc les plus vulnérables, se rebellent et dénoncent l'hypocrisie du gouvernement et des entreprises. Horowitz fait état d'un réel manque de communication et de confiance entre les indigènes et les entreprises minières. Le travail des ONG et des associations militantes, ainsi que la médiatisation des conflits et des désastres environnementaux (Horowitz, 2010) ont permis aux populations locales de passer d'acteurs paradigmatiques (acteurs pour eux-mêmes mais non-

organisés) à syntagmatiques (acteurs mobilisés pour leur cause avec un programme).

On trouve néanmoins des situations où les entreprises minières s'engagent concrètement à répondre de leurs actes, fournir des conditions de travail avec des standards plus élevés, et permettre aux communautés de se prendre en charge pendant et après les exploitations (PACT, 2017). Ces entreprises minières cherchent des compromis et parfois offrent des compensations tangibles face aux conséquences plus visiblement néfastes de leurs activités. Elles appliquent généralement des règles de transparence comme le *Dodd-Frank Act* afin d'obtenir des minéraux labellisés *fair trade* et garantissent qu'elles n'alimentent pas des conflits armés (Fairphone, 2017, PACT, 2017).

Pour beaucoup de théoriciens de l'écologie politique comme Visser, Escobar et Thomas, l'Etat est le responsable premier et se doit d'agir face aux problèmes miniers. L'Etat est l'acteur le plus apte à maîtriser les effets négatifs de l'industrie minière à travers un régime fiscal particulier, un renforcement de capacité notamment sur l'atténuation des dégâts et de suivi rigoureux des pratiques des entreprises (Thomas, 2013). Les Etats peuvent renforcer les clauses des permis d'exploitation, et obliger les entreprises à s'y plier comme condition à la poursuite de leur activité. Pour ce faire, trois renforcements doivent être menés: Economique de l'Etat à travers un prélèvement plus élevé sur le profit minière, Politique à travers le passage d'une position d'Etat-client à celle d'Etat- responsable et gestionnaire, et Social à travers la garantie que les fonds prélevés servent à financer des programmes sociaux et les communautés les plus affectées (ibidem).

3.6 Synthèse

Par souci de clarté et pour faciliter la mobilisation des théories phares de l'écologie politique à propos des enjeux miniers vis-à-vis de notre étude de cas, nous avons produit un tableau récapitulatif des théories mobilisées:

Théorie	Objet	Pertinence
Contrôle et conservation (Robbins, 2012)	Les conséquences et revenus des politiques de conservation de l'environnement	Remet en question la gouvernance des ressources
Exclusion et conflits environnementaux (Robbins, 2012)	Les requis pour l'accès aux ressources et l'impact de ces restrictions sur l'extériorité	Rappelle que les conflits environnementaux issus de l'accessibilité affectent d'une manière unique chaque acteur
Théorie de la dépendance (Robbins, 2012)	Les racines historiques des inégalités	Théorise comment le colonialisme est à l'origine des disparités socio-économiques
Actor Network Theory (Murdoch, 1998; Pain et al., 2010)	Les conditions socio-politiques et l'Extériorité	Montre la dépendance des systèmes économiques et sociopolitiques aux acteurs non-humains
Common Property Theory (Robbins, 2012)	L'organisation des ressources d'un point de vue privé et collectif	Critique la privatisation, et promeut une rationalité du bien commun

Fig3. Tableau récapitulatif des théories phares de mon étude de cas, Marc de Maio, 2017

En parcourant les œuvres d'auteurs, les positions des entreprises minières et de celles des gouvernements, nous pouvons dire que le rôle premier attribué aux entreprises d'extraction minière est d'alimenter le progrès technologique et à être un facteur de croissance économique pour les pays développés et en voies de développement (Sibaud, 2012; Thomas, 2013). Cependant il y a généralement une dissymétrie relationnelle entre les exploitants miniers et les populations locales. Les questions d'accessibilité (cf. Théorie de l'exclusion et conflits environnementaux) et de légitimité territoriale (cf. Théorie de la dépendance), de faible redistribution des bénéfices financiers, de manquements dans l'indemnisation des externalités

négatives, ainsi que de gouvernance non-démocratique et une gestion des conflits par la violence, ne font généralement qu'aggraver l'insoutenabilité des territoires concernés (Robbins, 2012). Il y a également consensus sur le fait qu'une responsabilité sociale et environnementale doit être mieux mise en place pour compenser les externalités négatives et participer au développement du pays hôte (Thomas, 2013). C'est l'Etat hôte qui est légitime d'imposer des quotas, des normes et contrôles aux entreprises sur son territoire et qui doit légiférer sérieusement pour l'intérêt de sa population (cf. Théorie du contrôle et conservation). Dès lors, et avec la prise de conscience des consommateurs des pays développés, certaines exploitations minières cherchent réellement à mettre en place des pratiques responsables qui garantissent des processus de communication, de consultation, de gestion écologique (cf. Théorie du réseau d'acteur - *Actors' Network Theory (ANT)*), un progrès social et une croissance économique durable (cf. Théorie de la propriété commune) pour tous les acteurs concernés pendant et après l'exploitation de la mine.

4. Etude de cas

4.1. Justification du choix

Goldcorp et Hudbay Minerals, basées à Toronto au Canada, sont des grandes multinationales spécialisées dans l'extraction de ressources, et figurent parmi les plus grands acteurs du secteur minier. 90% des actions émises par le domaine minier dans le monde étaient administrées par le Toronto Stock Exchange en 2011 (Deneault et Sacher, 2012), faisant de cette ville la plus grande place boursière du secteur minier.

Quant au Guatemala, son territoire se situe entre cinq plaques lithosphériques (*Geological Society of America*, 2005) comptant alors une forte activité volcanique (26 volcans), ce qui explique la forte concentration de minéraux proches de la surface. La République du Guatemala est un pays d'Amérique centrale au Sud du

Mexique, au Nord du Salvador et de l'Honduras et à l'Ouest du Belize. Ce pays montagneux couvre 108'890 kilomètres carrés de terres où le climat est principalement tropical, et tempéré en altitude.

Même si le Guatemala n'est pas un pays leader dans le marché des minéraux (Zarsky et Stanley, 2013), il est réputé pour ses gisements en or, argent, nickel et autres métaux lourds (Doan D.,1999) et est l'un des pays sud-américain qui a accueilli le plus de projets miniers depuis la restauration de la Paix en 1994 (Zarsky et Stanley, 2013), dont ceux des entreprises canadiennes évoquées plus haut.

En 2016, l'industrie minière représentait 24,1% du PIB du Guatemala (Banque Mondiale, 2016), avec une hausse de 11% par rapport à 9 ans en arrière (Banque Mondiale, 2007). En 1999, le Guatemala était le 3ème plus grand producteur d'Antimoine en Amérique Latine après la Bolivie et le Mexique (Doan, 1999) et la majorité de l'industrie est gérée par des entreprises privées étrangères (ibidem). Les exploitations sont concentrées sur l'extraction de l'or et de l'argent et les opérations minières ne sont pas taxées sur l'importation des outils, véhicules, produits chimiques, etc. (Doan, 1999).

Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement, le Guatemala occupe le 109ème rang de l'indice de développement humain (PNUD, 2015). En 2012, on compte 15 073 375 Guatémaltèques, dont 40% indigènes, avec un taux de croissance démographique de 2.44% (INE, 2012). Sa population vit majoritairement dans des régions rurales (51%) et sous le seuil de pauvreté (53.7%)(INE, 2012) dans l'impossibilité de combler ses besoins nutritionnels de base (PNUD, 2015). On constate cependant une réduction de 2% de la pauvreté extrême de 2006 à 2011 et la tendance continue. Cette amélioration concerne surtout les agglomérations, alors que les populations rurales indigènes qui dépendent majoritairement des cultures de café, de sucre, de cacao et de maïs, ne progressent que très peu (INE, 2012). Il semblerait donc que le Guatemala n'échappe pas à la "resource curse" et représente un exemple intéressant pour appliquer nos résultats de l'état de la littérature à une situation précise.

Notre étude de cas se concentre sur les activités minières d'entreprises spécifiquement canadiennes et leurs conséquences sur les populations indigènes Guatémaltèque dans les hauts plateaux au Nord Ouest et dans la municipalité de El

Estor à l'Est du Guatemala. Elle se dédouble géographiquement, avec le cas de deux mines qui ne sont pas choisies au hasard.

La mine de Marlin a été au cœur de nombreuses recherches par des économistes et des organisations pro-environnementales (Zarsky et Stanley, 2011-2013; Amnesty, 2014), et offre donc une quantité importante de données sur la dégradation environnementale et la répartition de ses bénéfices.

La Mine de Fenix a été choisie car elle est actuellement au centre de bataille judiciaire au Guatemala et au Canada. Elle possède un passé douloureusement rattaché à la guerre civile et est au cœur de conflits d'accessibilité. De plus, elle est symbolisée comme un élément-clef de la lutte contre le "néocolonialisme" de l'industrie minière canadienne (ChocversusHudbay, 2017; Maurino, 2013).

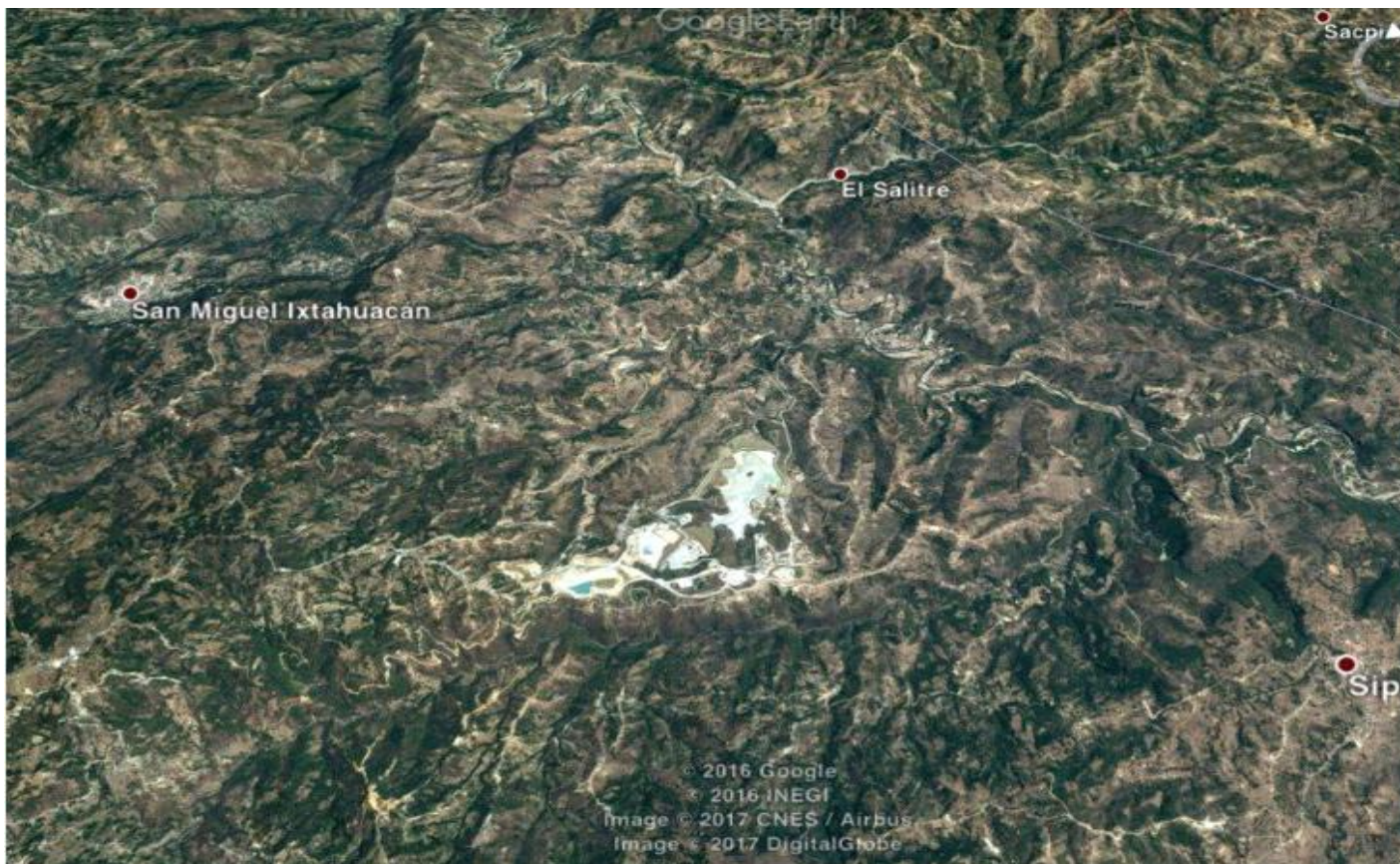


Fig. 4: Image satellite de la mine de Marlin, exploitée par Goldcorp, à proximité des municipalités Maya Sipacapa et San Miguel Ixtahuacan. Google Earth, 2017

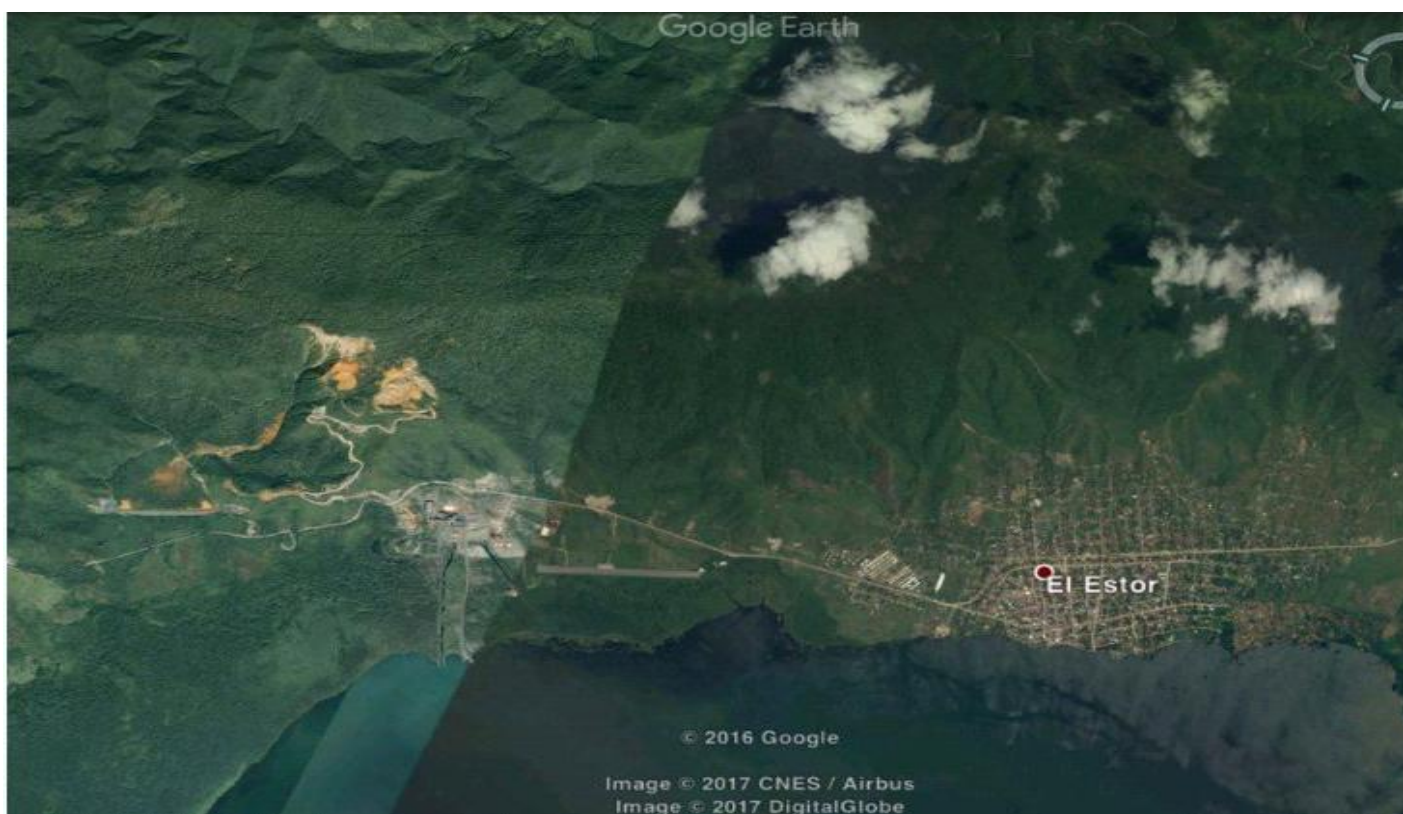


Fig. 5: Image satellite de la mine de Fenix exploitée par Hudbay Minerals à proximité de la municipalité maya: El Estor. Google Earth, 2017

4.2 Contexte historique

Il est essentiel de retracer certains événements historiques afin de comprendre la situation actuelle. L'héritage postcolonial et les guerres internes passées, comme nous le suggère la théorie de la Dépendance, sont en partie à l'origine des phénomènes tels que les pressions politiques, les problèmes de droits fonciers, les inégalités et les violences engendrées au Guatemala aujourd'hui et en contexte minier plus particulièrement.

4.2.1 Le fer des Conquistadors (1523-1821)

Toutes les puissances coloniales au 15ème et 16ème siècle ont rapidement exploité les gisements de minéraux. Les conquistadors espagnols ont activement cherché et se sont appropriés des sites de minéraux précieux (or, argent et pierres précieuses) et ouvert de nouvelles voies commerciales, y compris avec la Chine, pour

concurrencer la route de la soie (Times, 1985). Le Guatemala, comme d'autres pays d'Amérique Centrale ou simplement colonisés, n'y a pas échappé, même s'il ne s'est jamais profilé comme une des colonies les plus importantes de la couronne espagnole (avec moins de ressources que le Pérou et le Mexique).

En 1523, les armées espagnoles pénètrent les haut plateaux occupés par les Mayas Quichés, proche de la côte Pacifique-Sud et les exterminent rapidement. Les royaumes Mayas sont vaincus les uns après les autres et les peuples se soumettent massivement aux conquistadors. La capitale coloniale Santiago de Los Caballeros est fondée (l'actuelle Ciudad Vieja). Le roi d'Espagne procède à l'évangélisation des indigènes avec l'aide de l'église catholique et de ses missionnaires. Les populations sont encadrées dans des "encomiendas" (de l'espagnol *encomendados* qui signifie "confié") et travaillent dans les champs ou les mines (Gunberg, 2004). Les colons, légitimés par le Roi d'Espagne, dirigent les *encomiendas*. Ces *encomiendas* sont à la souche des discriminations structurelles établis contre les populations indiennes (Gunberg, 2004). Après que 75% de la population amérindienne ait été exterminée par la guerre et les chocs microbiens, le Guatemala connaît une paix relative dès 1547 (ibidem.)

Bartolomeo de Las Casas (Hérodote, 2017), un dominicain précurseur de l'universalité des droits de l'homme et proche de la royauté espagnole, dénonce déjà les pratiques esclavagistes et les abus sur les indigènes non-noirs au sein des *encomiendas*. Mais ses missives au Roi, réclamant un changement de loi, ne changent pas la situation. Malgré l'accord du royaume et la fin des *encomiendas* pour un système où les indigènes doivent être désormais recrutés, appelé *repartimiento*, les colons continuent à utiliser la violence et le travail forcé (Le Clezio, 1988).

En 1632, le *repartimiento* est aboli, sauf pour les exploitations minières, et généralement remplacé par un système de péonage (Le Clezio, 1988). Le péonage est un système qui relève du seul droit non-écrit et qui consiste à attacher l'ouvrier agricole à la propriété sur laquelle il travaille en l'obligeant à s'endetter (Meyer, 2017). La stratification sociale est strictement hiérarchisée, et à part les archives de Las Casas, aucune autre critique n'a été rapportée à l'encontre de ce système discriminatoire et ségrégationniste.

4.2.2 L'indépendance espagnole et le clivage politique (1821-1944)

L'émancipation du Guatemala de l'Espagne en 1821 ne signifie pas son indépendance; le pays reste dans l'Empire mexicain et dans la confédération des Provinces Unies d'Amérique Centrale. Au sein de cette confédération dirigée par de grands propriétaires terriens, des luttes éclatent car les créoles sont écartés des fonctions les plus lucratives de l'administration (Le Clezio, 1988). Dans cette situation conflictuelle les indigènes sont poussés à intégrer le rang de milices souvent de force et restent exploités dans tous les secteurs de l'économie (ibidem.)

Le Guatemala obtient son indépendance totale en 1839, ce qui pose le décor de luttes violentes pour le pouvoir entre les élites libérales et conservatrices. Les conservateurs restent au pouvoir jusqu'au coup d'état en 1870. Dès lors, la politique et l'économie évoluent rapidement. Le pays devient plus libéral économiquement et encore plus discriminatoire pour les minorités indigènes (Handy, 1988). En effet, pour pouvoir atteindre les nouveaux objectifs nationaux, l'Etat nationalise des terres appartenant à l'Eglise et aux indigènes et augmente même le travail forcé: plus de 100 mille indigènes doivent descendre des hauts plateaux pour participer aux travaux des champs, plantations et récoltes, 150 jours par an (Handy, 1988). Un soulèvement amérindien prend forme, on distingue la rébellion de San Juan Ixcoy et la guérilla de Momostenango en 1898, mais les révoltes sont rapidement et violemment écrasées. (Lowel, 2005).

A la fin du XIXe siècle, une grave crise sur le marché du café pousse le gouvernement guatémaltèque et les grand propriétaires terriens à laisser les Etats-Unis intégrer les secteurs-clefs (chemins de fer, électricité, l'agriculture) pour redynamiser l'économie du pays. Dès 1902, les politiques économiques sont menées dans une intense collaboration avec les Etats-Unis - notamment avec la célèbre *United Fruit company* (UFCo). En 1920, la UFCo contrôlait alors 70% des importations et 80% des exportations du Guatemala (Barth, 2000).

4.2.3 La Révolution d'Octobre (1944-1960)

En 1944, le Guatemala change de stratégie économique avec la Révolution d'Octobre. L'Etat, incarné par le Président socialiste Arevalo et le Front Populaire de

Libération (parti de la classe moyenne urbaine), encourage désormais les petites propriétés agricoles dans l'objectif de consolider et améliorer le marché interne (Martinez, 1987). Tout système de travail forcé est interdit et des syndicats pour les ouvriers et les paysans sont créés. Cela représente un énorme bouleversement sociale dans les strates de la société guatémaltèque. Pendant cette période progressiste, on recense 28 coups d'état, menés par les conservateurs qui tentent de renverser le gouvernement d'Arevalo (Handy, 1988).

A la suite du mandat d'Arevalo, le socialiste Arbenz est élu président en 1950. C'est le premier président guatémaltèque indigène à la tête du pays. Il organise une redistribution démocratiques des terres avec le décret n°900 et sa Loi de Réforme Agraire qui va durer 18 mois. Selon le recensement agro-pastoral national de 1950, 40% des exploitations agricoles appartiennent à 23 familles et 250 mille paysans ne possèdent aucune terre (Barth, 2000). Ainsi, la réforme agraire exproprie les grands propriétaires, dont United Fruits Company. Le gouvernement guatémaltèque est alors accusé par les Etats-Unis de soutenir le bloc communiste (Barth, 2000). A la Maison Blanche, Eisenhower ordonne la mise en œuvre de l'opération "Exito" élaboré par la CIA et son Directeur Allen Dulles, qui s'avère être le frère d'un haut représentant de la UFCo (Barth, 2000). Le "Mouvement de Libération Nationale" naît, et des unités combattantes sont créées, équipées, et entraînés aux frontières voisines par des instructeurs américains. Le 27 Juin 1954, le président du Guatemala, qui refuse d'armer sa population, quitte sa fonction. Le nouveau pouvoir, pro-américain et anti-communiste, lance une campagne de répression qui se traduit par des emprisonnements en masse et à la disparition forcée (i.e. l'exécution) d'environ 9'000 militants ou sympathisants socialistes. La réforme agraire est annulée, un nouveau code de travail est introduit et les grands propriétaires terriens, dont la UFCo, récupèrent les terres qui avaient été distribuées aux paysans. Le Guatemala accueille dès lors des camps militaires des Etats-Unis pour l'entraînement des forces anticastristes dans les années 60 (Ganser, 2002).

4.2.4 La guerre civile (1960-1994)

Le 13 novembre 1960, des militaires anti-régime tentent un putsch mais sans succès. Les opposants forment les premiers groupes armées de la guérilla des Forces

Armées Rebelles (FAR) dans les montagnes et les forêts denses proches des Mayas (Barth, 2000). Les FAR s'installent notamment dans les montagnes proche d'un gisement de nickel à proximité de la communauté Maya de El Estor où des affrontements sanglants ont lieu avec les forces gouvernementales qui protègent l'installation d'une mine avec la compagnie canadienne Inco (Driever, 1985). Cette mine, appelée Fenix et que nous avons mentionné plus haut, représente un lieu marquant pour l'industrie minière au Guatemala car c'est la première mine à ciel ouvert du pays (ibidem). Le gouvernement militaire de l'époque modifia la constitution pour permettre son inauguration (ibidem). Inférieurs militairement, les guérilleros mènent des opérations commandos et de sabotage. Les mines sont des cibles faciles car difficiles d'accès et plusieurs sont alors forcées de fermer (Velasco, 2000). La guerre civile compte 30 mille morts de 1966 à 1978. Les FAR intègrent des populations rurales et indigènes et font naître de nouveaux groupes de guérilla comme l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) ou l'Armée Guérilla des Pauvres (EGP) qui diversifient et renforcent la résistance. Ainsi, le mouvement anti-régime intègre désormais dans ses fondements l'émancipation ethnique (Barth, 2000). En 1978, naît le Comité d'Union Paysanne, un des premiers signe d'organisation des communautés indiennes face aux vols de terres, à l'esclavagisme par la dette, les travaux et les enrôlements militaires forcés. Cependant, malgré leur développement et assise populaire croissante, les mouvements d'opposition ne parviennent pas à résister aux forces gouvernementales qui "pacifient" les campagnes avec leur propagande et l'assassinat de tous les individus suspects de subversion politique ou de complicité avec les insurgés. En 1981, 6'000 paysans sont assassinés en 6 mois. Au total, les acteurs paramilitaires partisans du gouvernement ont été accusés de plus de 400 massacres, surtout sur les terres ancestrales des Mayas (Caroit, 2012; UNHCHR, 2012).

Dès 1982, l'Eglise Catholique dénonce des politiques de génocide. En 1982, un des officiers du président Rios Montt définit la politique totalitaire du gouvernement vis-à-vis des peuples Mayas: "Si vous êtes avec nous, nous vous nourrirons; sinon, nous vous tuerons" (Bonner, 1982). De 1960 à 1996, plus d'un million d'individus ont dû quitter leurs foyers pour fuir les combats et 200 à 300 mille personnes sont mortes, dont la majorité issue des communautés Maya (UNHCHR, 2012). Rios Montt, toujours président dans les années 90 dans un contexte moins belliqueux, continuera

à ignorer les problèmes d'inégalité ethnique et poursuivra une politique répressive lourde en violations des droits humains. Il sera jugé coupable par une cour de justice guatémaltèque pour crime contre l'humanité en 2012 (UN, 2012).

Le gouvernement, de plus en plus sous pression de la part de la communauté internationale, notamment avec la nomination de *Rigoberta Menchu Tum* au prix Nobel de la Paix pour ses travaux sur la vie des indiens au Guatemala et la réconciliation ethnoculturelle, poursuit l'oppression et étouffe les revendications de la société civile jusqu'en dans les années 1990 (Barth, 2000). C'est uniquement à ce moment là que les militaires perdent de leurs pouvoirs grâce à la mission MINUGUA qui monitore les droits de l'homme (UN, 1992).

En janvier 1996, Alvar Arzu est élu président de la République. Il réforme le commandement militaire et signe la paix avec les FAR et autres groupes rebelles l'année de son entrée en fonction. L'accord de paix intègre la cause indigène et la reconnaissance de leur droits.

4.2.5 Le néo-libéralisme (1996-2017)

Le président Arzu fait progresser la cause des droits de l'homme, mais la conjoncture économique pousse la nation dans la pauvreté et la criminalité explose (Sanchez, 1999). Certaines mines ré-ouvrent après les accords de paix et la recherche pour de nouveaux sites s'accroît avec une loi de 1997 qui réduit les taxes sur les projets miniers de 5% (Doan, D, 1999). Cependant, les militants politiques, mais aussi les journalistes et défenseurs des droits de l'homme, restent sous la menace d'anciens militaires et sympathisants à l'ancien régime et le manque de coopération politique entre les parties au sein du gouvernement ne permet aucune avancée réelle pour la cause des indigènes et le développement du pays.

En 2004, un accord de libre échange entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique centrale, le CAFTA-DR, est signé. Une clause sur les conditions de travail, le respect de l'environnement et de transparence y est intégrée (Export.gov, 2016). Ce dernier permet une réduction significative des taxes sur les exportations et importations des nations membres. Il permet donc aux grandes entreprises minières, de la télécommunication et des médias de mieux pénétrer le marché guatémaltèque. Mais

la société civile se mobilise face aux projets miniers et le président Alvaro Colom doit signer en 2008 un texte contraignant sur l'octroi de nouveau permis d'exploitation minière et qui augmente le niveau de taxe de 10% pour les entreprises minières (Jamasmie, 2014).

Son successeur de 2012, Otto Perez Molina, abolit ce texte, enlevant de nombreuses taxes et le secteur minier connaît le plus fort taux de croissance dans les activités du pays (INE, 2012). Il redevient un secteur extrêmement rentable, avec des recettes fiscales significatives pour le gouvernement (en payant des royalties étatiques en fonction de leur bénéfice). Les entreprises minières négocient directement les concessions avec le gouvernement dans la capitale. Il n'y a pas de négociation ni même consultation à une échelle locale; cela représente un grand facteur d'instabilité politique et une menace directe pour les Droits de l'Homme (Amnesty, 2014). Alejandro Maldonado, président en 2015, est destitué 4 mois après sa nomination pour corruption. Pendant son court mandat, il favorise le développement des exploitations minières du pays tout comme le président actuel, Jimmy Morales (Miningweekly, 2017)

4.3 Présentation des acteurs

Pour notre étude de cas, nous présenterons la territorialité des acteurs-clefs (le gouvernement, les exploitations minières canadiennes de Hudbay Minerals et de Goldcorp, les communautés Maya) afin d'étudier leur narratif et leurs relations à l'environnement; puis nous analyserons les enjeux environnementaux, sociaux et économiques des mines à travers la lentille de l'écologie politique.

4.3.1 Les exploitants miniers canadiens

	Hudbay Minerals	Goldcorp
Territoire	La mine de Fenix, dans le département d'Izabal, dans la municipalité du El Estor proche des villages Maya K'ekchi (Hudbay Minerals, 2017)	La mine de Marlin, dans le département San Marcos, dans les haut plateaux au Nord du Guatemala proche des villages Maya du Sipacapa (Zarsky et Stanley, 2013)
Ressources prélevées	Nickel	Or
Action en bourse	5.25 dollars canadiens (Nasdaq, 2017)	13.66 dollars canadiens (Nasdaq, 2017)

Fig.6 Les entreprises minières canadiennes étudiées, Marc de Maio, 2017

Les deux entreprises d'extraction minières doivent répondre aux exigences financières de leurs actionnaires dans un contexte de concurrence (Robbins, 2012). Pour autant, les deux font partie de l'association canadienne "Toward Sustainable Mining" créée en 2004 (TSM, 2017) où elles se sont engagées à des pratiques minières responsables. Cette responsabilité est déterminée par leurs capacités à:

- "engager les communautés" (ce qui est censé signifier: inclure les communautés dans le processus décisionnel, de manière participative et inclusive, ndlr) (ibidem) notamment en investissant dans des infrastructures routières, sanitaires et éducatives dans le pays d'accueil de leurs activités (Zarsky et Stanley. 2013)
- "développer des pratiques respectueuses de l'environnement" (TSM, 2017)
- "assurer la sécurité et santé de leurs employés ainsi que des communautés voisines" (ibidem) notamment en embauchant des acteurs de sécurité armés et en offrant des formations à ses employés dans le cas de fuites de produits toxiques (Zarsky et Stanley 2013).

Le site et les employés de l'entreprise Hudbay Minerals sont confrontés à des problèmes de sécurité et de dégradation des infrastructures par les populations locales qui parviennent le 27 Septembre 2009 à pénétrer l'enceinte de la mine, une action où 5 membres de la sécurité sont blessés, dont un gravement (Hudbayminerals.com, 2017). Des procédures judiciaires sont en cours au Guatemala à l'encontre des Mayas et contre Hudbay Minerals, tous deux accusés de violences, intimidations et même du meurtres de Ich Chaman, par le biais de ces agents de sécurité (HudbayMinerals.com, 2017; ChocversusHudbay, 2017). Une procédure judiciaire menée à la cour pénale ontarienne pour Hudbay Minerals (MiningWatch, 2017; Maurino, 2013 ; Rodriguez, J. 2017) a poussé Hudbay Minerals à vendre son exploitation à une autre compagnie russe (ChocversusHudbay, 2017).

Quant à GoldCorp, la Mine de Marlin est la plus grande du pays et est la plus grand contributrice fiscale dans ce secteur au Guatemala (Starzky, 2013). Des procédures judiciaires ont également été entreprises au Guatemala pour Goldcorp, concernant des intimidations et des problèmes environnementaux lié à l'accès et la contamination de points d'eau (Amnesty, 2014).

4.3.2 Les peuples Mayas Sipacapa et K'ekchi

Au Guatemala, les populations autochtones mayas (différentes « ethnies-sœurs » sont regroupées sous cette appellation) représentent 39.8% de la population en 2012 (INE, 2012 ; SEN, 2010). Déjà discriminés pendant l'époque coloniale, la guerre civile, puis lors des accords de paix en 1994 (modifiant les traités sur la propriété foncière et le contrôle des terres), les Mayas représentent le groupe ethnique le plus vulnérable, pauvre et illettré du pays, mais aussi le plus traditionnaliste et conservateur.

Les Mayas Sipacapa vivent et dépendent du département San Marcos, dans les hauts plateaux au Nord du Guatemala, dont la mine de Marlin qu'ils revendiquent comme étant sur leur territoire (Zarsky et Stanley, 2013). Les Mayas des haut plateaux proche de la Mine de Marlin résident majoritairement dans les municipalités. Maya de Sipicapa et San Miguel Ixtahuacan ou dans la périphéries de celles-ci dans des petits villages ruraux très pauvres et sans accès à l'eau courante, 97.5% vivent

sous le seuil de pauvreté et 80% d'entre eux dans une pauvreté "absolue" (Zarsky et Stanley, 2013 et Van de Sandt, 2009). La mine de Marlin est en opération depuis 2005 et exploite majoritairement de l'or et de l'argent. C'est le plus grand investissement minier du pays (Zarsky et Stanley, 2013) et la mine représente 4% des exportations nationales et presque 1% du PIB (CIEN, 2009). Les Mayas vivent principalement de leurs terres (Zarsky et Stanley, 2013) et la majorité de leur revenus proviennent de leurs familles à l'étranger (USA majoritairement) (Van de Sandt, 2009). Lorsque les consultations aux populations ont eu lieu, les 3'000 indigènes participants considèrent en majorité que ces séances étaient purement informatives et non consultatives (Zarsky et Stanley, 2013). Ainsi en 2005, quelques mois après les débuts des opérations, des conflits occurred (ibidem) et la communauté de Sipacapa porte plainte contre la mine de Marlin pour les dangers qu'elle représente au niveau de l'état de l'eau, des conflits d'accès et aussi pour son manque de consultation "adéquate" avant le début de l'exploitation (CAO, 2005).

Les Mayas K'ekchi définissent leurs territoires sur le département d'Izabal, dans la municipalité du El Estor, dont la mine de Fenix qu'ils revendiquent comme étant sur leur territoire (ChocversusHudbay, 2017). La mine est ancienne et exploite essentiellement du nickel. Pendant la guerre civile, La municipalité Maya de El Estor, proche du plus grand lac du Guatemala, était un fief de la guérilla et les Mayas locaux étaient nombreux à rejoindre leurs rangs. La dictature mis la région en sang dans les années 60: un article du Times reporte que 3000 personnes furent tuées par les militaires, dont 2400 Mayas (Times,1970). Une grande partie des Mayas dans la région cultive la terre et s'occupe du bétail. En 1968, le gouvernement, après avoir pacifié la région, permet à la compagnie canadienne Inco d'installer une mine pour l'extraction du Nickel (ChocversusHudbay, 2017; Driever, 1985). Aujourd'hui, les Mayas revendiquent ces terres, qui leur appartenaient avant l'apparition de la mine, et occupent des sites dont la compagnie est légalement propriétaire (ChocversusHudbay, 2017). Des violences éclatent entre ces groupes de Maya, qui revendiquent ces terres comme ancestrales et essentielles à leur subsistance, et les groupes de sécurité privés de la mine, qui cherchent à les expulser, de force si nécessaire. Des plaintes pour meurtre, pour viol, pour destruction de bien (des maisons brûlées, des enclos détruits...), ont été déposés par les locaux dans des cours de justice canadienne à l'encontre de Hudbay Minerals (Rodriguez, 2017). Une

enquête judiciaire s'intéresse également à l'implication des forces spéciales militaires, les Kaibil, dans la protection de la mine de Fenix (Russell, 2017).

4.3.3 Le gouvernement guatémaltèque

Le décret stipule également que toutes les ressources des sous-sols appartiennent à l'Etat et qu'il en fera usage "de la manière la plus bénéfique pour la nation" (ibidem). Au niveau légal, dans les décrets 48-97 des lois sur les exploitations minières la République du Guatemala stipule que "l'exploitation rationnelle de minéraux, d'hydrocarbures et autres ressources non-renouvelables est dans l'intérêt public" (MeM, 1997). Le gouvernement a en effet des intérêts fiscaux et de développement en investissant dans son industrie minière. C'est pour cela qu'il a mis en place des politiques avantageuses pour son développement. Ainsi, en mars 2009, le gouvernement a approuvé 395 licences pour des exploitations minières (Zarsky et Stanley, 2013). Malgré la reconnaissance officielle des nombreux langages des minorités ethniques, des droits des femmes indigènes, de la spiritualité maya ainsi que de leur participation politique dans les réformes de l'éducation et dans la gouvernance régionale (Sieder, R., 1997), le gouvernement a continué à recevoir des critiques de la part des Mayas et d'associations engagées sur la reconnaissance des droits humains et des populations indigènes (Amnesty, 2014). Face à cela, l'Etat déclara que les "lois actuelles ne permettent pas le développement adéquat des exploitations minières" (MeM, 2013). C'est pour cela qu'en juillet 2013, le gouvernement a proposé un moratoire de deux ans sur la délivrance de nouveaux permis miniers métallifère et impose de nouvelles normes pour les études sanitaires, les redevances fiscales et la consultation citoyenne (MeM, 2013).

5. Analyse des acteurs et des enjeux

5.1 Divergences des discours des acteurs

Nous avons pu voir que les mines se trouvent sur des territoires revendiqués par les Mayas. Nous étudions ici les différents acteurs, dont les rationalités et narratifs ne

sont pas toujours compatibles. Ce tableau souligne les différences d'approches et de discours sur les principaux éléments de controverses:

Entreprises d'exploitation minière	Gouvernement guatémaltèque	Communautés Maya
Opportunités de développement		
Les mines payent leurs obligations et remplissent leurs engagements d'investissement dans les infrastructures	Les mines représentent un contributeur fiscal non-négligeable et investissent dans des infrastructures comme des routes et écoles	Les entreprises minières détruisent et empêchent l'accès aux champs, forêts et points d'eau- sources de leurs développement originels
Démocratie et gouvernance		
Des séances de consultations présentant les risques et les avantages des exploitations ont été menées avant le début de chaque opération	Les compagnies minières sont chargées de consulter les locaux avant, pendant et après les opérations	Les séances n'ont pas été consultatives mais informatives, et détachées du processus décisionnel. Les résultats, non-démocratiques, n'ont eux pas été suffisamment partagés. Les informations étaient lacunaires, notamment sur les impacts
Gestion de conflits		
Les compagnies minières sont légales et légitimes sur le territoire alloué par le gouvernement pour l'extraction des ressources. Elles garantissent la sécurité de leurs employés avec des compagnies privées de sécurité	L'Etat est propriétaire des ressources souterraines et décide comment les utiliser de la meilleure manière possible dans l'intérêt du pays. L'Etat garantit la sécurité des mines avec ses forces, de police ou militaires	Les Mayas sont victimes de meurtres prémédités, viols et violences lorsqu'ils manifestent et expriment leur désaccord. Les exploitants miniers les "affectent" indirectement avec les externalités négative, parfois mortelles, mais aussi à travers leurs sous-traitants de sécurité
Accessibilité et priorité territoriales		

Les projets miniers sont localisés sur des terres acquises légalement auprès du Gouvernement	Les ressources des sous-sols appartiennent à l'Etat et sont exploitées par les entreprises étrangères dans l'intérêt national	Les territoires qui accueillent ces exploitations minières sont vitaux pour les Mayas, qui en ont été spoliés durant la colonisation ensuite et par des régimes post-colonialistes autoritaires
Dimension environnementale		
Des risques existent. La pollution est contrôlée et les employés sont entraînés pour maîtriser des situations non-désirées	Des problèmes environnementaux existent et sont à résoudre	Destruction de l'écosystème et de ses fonctions originelles pour les activités indigènes. Des traces de cyanure ont été retrouvées dans l'eau proche de la mine de Marlin (Zarsky et Stanley, 2013)
Profitabilité vs Responsabilité		
Les pratiques d'exploitations sont les plus sophistiquées et les problèmes environnementaux seront traités le mieux possible (Goldcorp, pratique minière responsable)	Les compagnies minières sont responsables des dégâts environnementaux qu'elles engendrent	Certains dégâts environnementaux ont eu lieu sans aucune remédiations mise en place

Fig7. Analyse du discours des acteurs de l'étude de cas. Marc de Maio, 2017

5.2 Analyse relationnelle et des enjeux

En suivant les réflexions de Raffestin, nous avons produit le schéma ci-dessous. Il représente le système de relations entre des entreprises minières et leurs agences de sécurité, les actionnaires, les populations locales, le gouvernement et l'environnement. L'analyse fait ressortir les éléments qui affectent les conditions d'existence des acteurs et les enjeux principaux en contexte minier. Il met en

évidence les relations symétriques et asymétriques et aussi là où elles s'annulent lorsqu'un acteur exerce indirectement des méfaits sur un acteur en affectant un autre acteur dont il vit en symbiose. Il s'agit de relations néfastes (flèches rouges), des relations de déséquilibre, de non-reconnaissance des besoins de l'autre. Les grands conflits miniers prennent leurs racines dans cette dissymétrie.

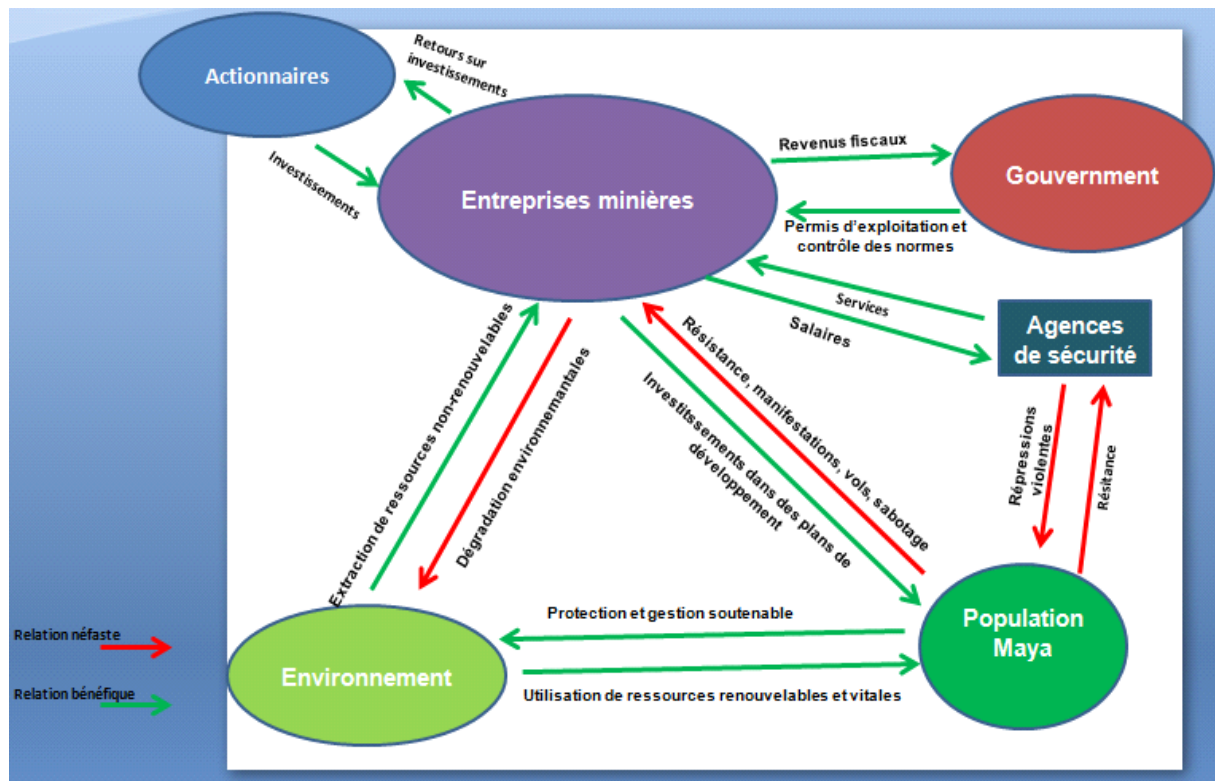


Fig. 8: Schéma relationnel en contexte minier. Marc de Maio, 2017

Dans le cas de nos mines, nous retrouvons des cas propres aux trois formes du non-respect théorisé par Honneth: l'atteinte au corps (violences physiques par les agences de sécurité et les indigènes), le non-respect des droits (les indigènes considèrent ne pas avoir été consultés correctement) et le non-respect du style de vie (le milieu vital des Mayas est réduit et dégradé, leur mode de vie est compromis) (Honneth, 1995). Ces relations dissymétriques se retrouvent dans le cas de notre mine à travers les enjeux économiques, politiques, environnementaux et d'accessibilité.

5.2.1 Enjeux économiques

Les mines sont sources de biens à haute valeur ajoutée et de croissance économique. Leurs exploitants sont d'excellents contribuables fiscaux pour l'État guatémaltèque, contrairement aux paysans qui vivent de l'agriculture de subsistance, comme les Mayas (Zarsky et Stanley 2011). En effet, L'agriculture, comme activité principale des populations guatémaltèques, devient de plus en plus négligeable en terme de contribution au PIB national (Cf figure ci-dessous). Le Guatemala est un pays pauvre qui cherche à (re)structurer son économie pour permettre un développement plus performant. Cependant, comme évoqué dans le *resource curse* (Sachs, 1995) les exploitations minières représentent aussi un obstacle au développement de long terme en provoquant de l'inflation (Zarsky et Stanley, 2013) et en étant un facteur de déstabilisation socio-économique des communautés, non-soutenable sur le plan écologique.

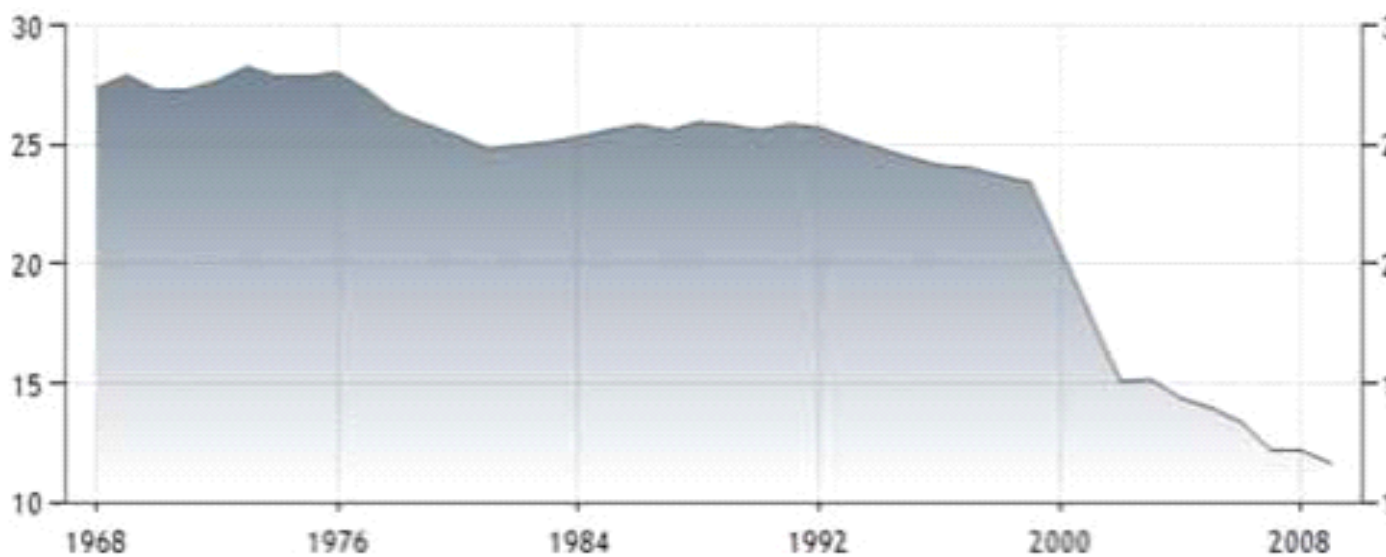


Fig. 9: Part de l'agriculture dans le % du PIB du Guatemala (Trading Economics ,2009)

Le processus d'extraction se fait évidemment au détriment des terres agricoles et de leur accès, avec l'aval et souvent l'appui du gouvernement souverain. A propos de la redistribution des revenus des mines, les retombées fiscales sont visibles à l'échelle du PIB national mais ne bénéficient que très marginalement les populations locales.

En prenant l'exemple de la Mine de Marlin (Goldcorp Annual Reports 2006-2009, cf ci-dessous) entre 2006 et 2009, sur les 903.5 millions \$(US) de bénéfices, 52 millions ont été perçu sous forme de taxe et royalties mais uniquement 4.5 million ont été investis pour les communautés locales. Les destinations où les capitaux ont été investis ne sont pas disponibles par écrit. Des employés officiels du gouvernement guatémaltèque ont révélé que 70 à 80% de ces taxes ont été investis dans des projets d'infrastructures (Zarsky et Stanley 2011). Alors que les externalités négatives sont presque uniquement ressenties par les locaux, la distribution des revenus est encore très inégale.

Table III.3 Revenues to Guatemalan Treasury from the Marlin Mine, 2006-2009

	2006	2007	2008	2009	Total	Loc
Total mine revenues (\$USm)	109.9	203.7	258.1	331.8	903.5	
Total mine earnings (\$USm)	36.4	72.8	100.0	136.9	346.1	
Royalties (\$USm)	1.3	1.9	2.48	3.35	9.03	4.5
Corporate income taxes (\$USm)	3.4	9.5	12.5	17.5	42.9	
Corporate tax rate (tax as % of earnings)	9.3%	13.1%	12.5%	12.8%	--	
Total royalties and taxes (\$USm)	4.7	11.4	14.98	20.85	51.93	4.5
Total royalties and taxes a per cent of mine revenues (\$USm)	4.3%	5.3%	5.8%	6.3%	5.8%	0.5
Total royalties and taxes as % of mine earnings (\$USm)	12.9%	15.7%	15.0%	15.2%	15.0%	1.3

Source: Own calculations based on Goldcorp Annual Reports: Guatemala Ministry of Energy and Mines data

Fig. 10: Distributions des revenus de la mine de Marlin à la trésorerie Guatémaltèque (Goldcorp Annual Reports, 2006-2009)

5.2.2 Enjeux politiques (Démocratie, gouvernance et gestion des conflits)

Comme nous pouvons le voir dans le schéma (fig.8), le gouvernement et les Mayas ne sont pas en relation. Les communautés indigènes dans notre étude de cas ne sont pas prises en compte par le gouvernement et n'exercent pas d'influence dans les prises de décision politique régionale. Comme discuté dans la théorie de la dépendance (Robbins, 2012), la colonisation et la guerre civile les a exclu des

processus de gouvernance et le gouvernement guatémaltèque a perpétué ce système dans l'orientation des politiques et l'économie du pays (Amnesty, 2014; Zarsky et Stanley, 2013). Le gouvernement a alloué les permis d'exploitation aux entreprises canadiennes malgré le désaccord et l'opposition des populations locales et les externalités négatives de ces nouveaux arrivants. Ce manque de considération des Indiens dans la gouvernance territoriale se concrétise notamment par la non-reconnaissance du référendum des communautés affectés par la mine de Marlin (Amnesty, 2014). En effet, afin de confirmer démocratiquement ce rejet des projets miniers dans la région, les Mayas ont mis en place un référendum avec la présence d'observateur nationaux et internationaux et la participation de 11 communautés locales: les résultats sont unanimes: 98.5% des 2'400 participants ont voté "non" à l'activité minière sur leurs territoires (BIC, 2005).

De manière habile, les exploitants miniers évitent les impacts néfastes directs sur les populations. Des plans sociaux et projets de développement, représentent une certaine quantité d'argent injectée dans des infrastructures proches des communautés locales (Goldcorp Annual Reports 2006-2009; Zarsky et Stanley, 2011). Et sous couvert de générosité et de relation positive pour les communautés locales, les exploitants miniers dénoncent le sabotage et les attaques des Mayas sur leur territoire alloué légalement aux activités d'extraction.

Pour gérer la sécurité de leurs périmètres d'exploitation, il est courant pour ces entreprises de recourir à des agences privées de sécurité, ce qui se traduit par des pratiques violentes lorsque les Mayas les attaquent (ou se défendent). Les rapports rédigés par des acteurs militants des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et de la cause indigène évoquent régulièrement des cas de violences entre agences de sécurité minières et les communautés locales (MiningWatch, 2017; Amnesty, 2014; Frontline Defenders, 2017).

L'accaparement du territoire et la gestion des conflits sont révélateurs de pratiques anti-démocratiques, répressives et injustes sur un plan social et environnemental: pour les Mayas, ces éléments justifient leur lutte. Ainsi, les violences perdurent et prennent différentes formes (intimidations, viols, meurtres, violations de propriété privé, vandalismes, sabotages) créant une atmosphère d'insécurité incompatible

avec les intérêts de la société civile au sens le plus large, démocratique, social, économique (Amnesty, 2014).

5.2.3 Enjeux territoriaux (accessibilité, légitimité, priorité

d'affectation)

La théorie de la propriété commune est ici pertinente en ceci que la privatisation des ressources est une attaque directe contre les moyens de subsistance des populations Mayas (Robbins, 2012). Il est aussi nécessaire de rappeler les lignes principales de la théorie de l'exclusion et des conflits environnementaux, selon laquelle les systèmes de développement locaux sont menacés par les processus de contrôle et d'appropriation du territoire et de ses ressources. Ici les exploitations minières entravent les chemins pour les pâturages et réduisent les surfaces cultivables. On assiste aussi à des restrictions d'accès aux territoires traditionnels des populations autochtones et aux points d'eau (Amnesty, 2014). Ainsi, 47% des habitations proche de la mine de Marlin n'ont pas accès à l'eau courante et les exploitations minières exploitent tellement d'eau que les autochtones doivent trouver des sources alternatives pour alimenter leurs foyers, leurs bétails et leurs plantations (Zarsky et Stanley, 2013). La colère est telle que "les autochtones bloquent des routes afin de restreindre l'accès des gros équipement au site miniers" (Amnesty, 2014). De plus, pour les Mayas ces terres représentent leur héritage ancestral et sont co-substantielles de leur culture (Amnesty, 2014; Debarbieux, 1995). Pour la majorité, quoi qu'en dise l'église catholique, ces terres sont aussi sacrées. L'enjeu culturel et symbolique, dans la question de l'accessibilité territoriale est donc significatif, et attise encore plus les conflits.

5.2.4 Enjeux environnementaux (écologiques, sanitaires,

responsabilité)

Les mines représentent une menace pour l'environnement et les sociétés. C'est pour cela qu'en 1997, une loi pour les mines oblige toutes les entreprises à effectuer une rigoureuse évaluation de l'impact environnemental pour obtenir un permis d'exploitation (Amnesty, 2014). Mais la logique de retour sur investissement des

mines (Zarsky et Stanley, 2013) implique inévitablement la surexploitation et destruction du capital naturel et même avec les meilleures techniques d'évaluation du projet, les risques environnementaux persistent (Zarsky et Stanley, 2011).

Dans la théorie des réseau d'acteur (*Actor Network Theory*) (Robbins, 2012) une relation symétrique avec la nature est promue. Le « savoir exister », est au cœur de la relation symétrique entretenue par les indigènes et leur environnement. Cela les rend garants de la soutenabilité des systèmes sociaux et écologiques du territoire qu'ils habitent (Robbins, 2012). En effet, les Mayas affectent très peu l'environnement et les sociétés aux alentours avec leurs connaissances des équilibres environnementaux, leurs techniques agricoles manuelles et leurs faibles impacts environnementaux. Entre autre, la construction de leur société et leur prospérité résident dans leur capacité à maintenir la symétrie des relations naturelles au sein de leur écosystème. C'est à dire qu'il y a un rapport prélèvement-apport proportionnel (Raffestin, 1977). C'est une relation durable contrairement à la relation des exploitants miniers avec l'environnement.

En effet, les exploitations minière représentent un risque majeur à la stabilité de ce maillage. A travers l'extraction de ressources non-renouvelables et limitées, elles génèrent de graves problèmes de pollution de l'eau, des sols et de l'air, en nouant une relation asymétrique avec l'environnement. Certains villageois réclament compensation pour ces effets néfastes sur leur territoire originel. Notamment contre Goldcorp car la mine de Marlin utilise du cyanure pour traiter les gravats et extraire un maximum d'or. Le cyanure est un produit extrêmement dangereux, léthal pour l'homme et l'animal, et dévastateur pour l'écosystème. Des individus se sont plaint d'irritation cutanée dû à un taux de cyanure anormale dans certains points d'eau (The Esperanza Project, 2010). Ainsi d'après Zartsky, la question principale dans les enjeux environnementaux des exploitations minières réside dans la rigueur de l'entreprise et du gouvernement à superviser les opérations et à minimiser les risques. Dans le cas contraire, l'écologie politique stipule avec la théorie du contrôle et de la conservation, qu'il est nécessaire de retirer ces territoires aux acteurs qui les sollicitent "dans l'objectif de préserver l'environnement ou l'intérêt de la [nation] société" (Robbins, 2012).

6. Conclusion

6.1 Principaux apports du projet de recherche

Au cours de notre développement, nous avons présenté nos bases théoriques en introduisant l'approche géopolitique de Raffestin et le courant de l'écologie politique dans lequel nous nous inscrivons. Nous avons expliqué le concept de territorialité et sa pertinence pour analyser des sujets controversés, impliquant des acteurs humains et non-humains. Sur la base de nombreuses théories et documents scientifiquement rigoureux, nous avons saisi les enjeux politiques, économiques et sociaux de l'extraction minière industrielle. Nous avons également mis en lumière les opportunités de développement et ses risques de régressions, les problèmes de gouvernance non-démocratique et de gestion de conflits violents, ainsi que la question de l'accessibilité territoriale et des priorités d'affectation données par le gouvernement pour défendre l'intérêt commun. Nous avons aussi clarifié les risques et impacts écologiques et sanitaires inhérents à l'extraction minière industrielle et les tensions entre rentabilité économique et responsabilité sociale et environnementale des entreprises, en rappelant l'importance de la régulation, de la gestion et la de vision du gouvernement pour résoudre et éviter les conflits en contexte minier.

Cela fait, nous avons présenté notre étude de cas dédoublé sur deux sites complémentaires qui permettent de retrouver les enjeux rencontrés dans l'état de la littérature. La contextualisation historique du Guatemala nous a permis de déceler les discriminations structurelles et héritées à l'encontre des Mayas et donc cette dimension "néocoloniale" du contexte minier au Guatemala. L'histoire se retrouve dans la morphologie et la gouvernance du territoire qui sont les nerfs des problèmes qui concernent la Mine de Fenix et la municipalité maya du El Estor. La familiarisation avec les acteurs nous a permis de continuer sur une analyse de leur discours et de pointer les divergences qui existent et sont révélatrices des sources de conflits. Puis nous avons dessiné un schéma regroupant leurs relations bénéfiques ou néfastes, et les conditions d'existence respectives touchées lors de relations asymétriques.

Enfin, nous avons mobilisé les théories phares de l'écologie politique pour présenter les enjeux des projets miniers dans le contexte des deux mines sélectionnées au Guatemala. Nous les avons regroupées sur trois axes-dimensions, économiques, politiques et territoriales afin de simplifier l'état d'une réflexion complexe telle qu'elle apparaît dans la littérature spécialisée.

La territorialité a été un outil d'analyse intéressant pour situer les nœuds conflictuels dans les enjeux environnementaux, politiques et socioculturels. En effet, en s'intéressant aux éléments qui produisent l'asymétrie dans une relation, la territorialité permet de comprendre en profondeur les discours des acteurs et la manière dont ils mettent en place leurs pratiques territoriales.

Après notre analyse, nous pouvons conclure que les différentes territorialités des acteurs de notre étude de cas ne permettent pas d'établir un rapport prélèvement-apport proportionnel avec l'environnement. Cette asymétrie dans la relation avec la nature engendre des déséquilibres majeurs dans les systèmes de fonctionnements des sociétés mayas et engendre de manière inhérente des conflits entre les communautés indigènes, les mines canadiennes et le gouvernement guatémaltèque.

La situation des Mayas reste précaire face aux intérêts des autres acteurs. L'amélioration de leurs conditions de vie réside surtout dans la bonne gouvernance du gouvernement et des autorités locales, dans le respect de normes internationales et nationales adéquates. L'exploitation minière étant un secteur économique et stratégique incontournable, il appartient à l'appareil politique et légal de faire preuve d'une véritable responsabilité sociale et environnementale, et d'imposer les limites, contraintes et conditions nécessaires aux intérêts économiques unidimensionnels, notamment des entreprises et réseaux privés.

6.2 Limites de l'analyse

La mobilisation du concept de territorialité et des théories de l'écologie politique nous ont permis une compréhension systémique des relations entre acteurs et leur environnement, mais la difficulté principale de cette recherche a été de catégoriser les enjeux vu qu'ils se chevauchent et ont dû être séparés de manière artificielle. Il a

donc été délicat de rendre compte de la complexité de tous les tenants et aboutissants du contexte minier mais nous espérons que le défi a tout de même été relevé. Aussi, malgré la recherche d'objectivité dans la retranscription des discours et des intérêts des autres acteurs, il a été difficile de ne pas glisser, de l'empathie spontanée avec les populations Maya, dans une certaine sympathie avec leur lutte politique. Or, les dynamiques internes et locales - frictions inter-communautaires, collusions opportunistes, corruption, etc. - mériteraient une analyse plus fine des niveaux de responsabilité voire de complicité, ainsi que de la toile complexe des intérêts locaux.

Nous nous sommes inscrits dans le courant de l'écologie politique qui nous amène d'abord à défendre l'environnement et les minorités qui y vivent en symbiose, mais il est en effet difficile d'imaginer un développement durable sans l'utilisation des minerais. C'est pourquoi il ne faut pas seulement compter sur les Etats mais aussi sur les consommateurs de nos sociétés high-tech qui doivent être sensibilisés pour rendre les mines responsables plus compétitives et permettre un développement humain plus justement réparti sur l'ensemble de la planète.

6.3 Ouvertures

Les jugements contre Goldcorp et Hudbays Mineral n'ont pas encore été rendus et prennent la forme de moratoire contre la politique internationale des mines canadiennes notamment dans les cercles associatifs de l'Université de Toronto ; surtout depuis qu'un projet de loi sur la responsabilité des mines canadiennes à l'étranger (la Bill C-300) a été refusé par le Parlement en 2010 (Openparliament.ca, 2017). La place des entreprises canadienne dans le marché mondial des minéraux est un sujet de recherche interdisciplinaire très intéressant. En effet, *“un tiers des sociétés minières impliquées dans des violations de droits humains, dans la destruction de l'environnement ou encore dans des activités illégales sont canadiennes”* (Deneault et Sacher, 2012). Et le gouvernement canadien apporte un soutien diplomatique et économique constant à son industrie minière car beaucoup des services sociaux de la nation (système de retraite, sécurité sociale...) ont des actifs financiers investis dans des entreprises minières canadiennes (ibidem). Il serait

nécessaire d'examiner ces entreprises qui se revendiquent plus durables et d'en analyser les mécanismes de fonctionnement, au sein des réseaux internationaux aussi bien que des théâtres géopolitiques spécifiques où elles opèrent.

Plus fondamentalement, il serait intéressant de se pencher sur le concept de "justice environnementale" du Gouvernement canadien, sur ce qu'il signifie véritablement, en termes concrets de substance, contours, et implications politiques.

7. Bibliographie

MONOGRAPHIES

AUTY R.M (1990), Ressource-based industrialization:sowing the oil in eight developing countries,Clarendon Press, Oxford. 294p.

BAUD P., BOURGEAT S.et BRAS C. (2008), Dictionnaire de Géographie, Hatier,Paris,607p.

BARTH, M. (2000.), L'Enfer guatémaltèque 1960-1996, Le rapport de la Commission « Reconstruction de la mémoire historique », Paris, Editions Karthala, 247p.

BRAUD P. (2004), Penser l'Etat, Editions du Seuil,Paris.243p.

DABENE O. (2002) L'Amérique Latine à l'époque contemporaine, Armand Collin,p.245

DENEAU A. et SACHER W. (2012), Paradis sous terre, Comment le Canada est devenu la plaque tournante de l'industrie minière mondiale, Écosociété, Montréal,.192p

DIAMOND J. (2005). Collapse: How Societies Choose to Fail or Survive,penguin,England,575p.

GRUNBERG B. (2003) Dictionnaire des Conquistadores de Mexico, l'Harmattan,631p.

HANDY J. (1988) Gift of The Devil: A History of Guatemala, South end press, 324p.

HUSSEN, A., (2013). Principles of environmental economics and sustainability: An integrated economic and ecological approach, London: Routledge, p.359-391.

LE CLEZIO JMG. (1988) Le Rêve Mexicain ou La Pensée Interrompue, Gallimard.
n/a

MARTINEZ M.,(1987) Guatemala: Autoritarismo y Democracia », Flasco, Costa Rica
346p.

PAIN R. et al (2010), Space of Environmental Justice, Durham University, Antipode,
270p.

RAFFESTIN C., LOPRENO D., PASTEUR Y., (1995), Géopolitique et histoire,
Lausanne, Payot.n/a

RAFFESTIN C.,(1980), Pour une géographie du pouvoir, Paris, LITEC, p. 249

RAFFESTIN C., BRESSO M., (1979),Travail, espace, pouvoir . Lausanne, L'Age
d'Homme,n/a

RESS, WILLIAM E. & WESTRA, L., (2003). When consumption does violence: Can
there be sustainability and environmental justice in a resource-limited world? Just
sustainabilities: Development in an unequal world. MIT Press: Cambridge, p. 99-124

ROBBINS, P., (2012). Political Ecology: A Critical Introduction. Wiley-Blackwell:
Chichester, West Sussex, 287p.

YOUNG I (1990) Justice and the Politics of Difference. Princeton, N: Princeton
University
Press, 277p.

ARTICLES:

ARAGO D. , « No economic and job growth in the mining industry in the Philippines.
Only plunder need to run », Asian labour update, n° 46, 2012

BEBBINGTON A. "The New Extraction: Rewriting the Political Ecology of the
Andes?",NACLA,2016,p12-20.

BONNER I. "Guatemala: A Step to the Right",[en ligne],TheTimes,1970.
<http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,909074,00.html> (consulté le 2
juin)

CAROIT JM. " Au Guatemala, les plaies à vif de la guerre civile", [en ligne], Le
Monde,2012.
http://www.lemonde.fr/international/article/2012/07/12/au-guatemala-les-plaies-a-vif-de-la-guerre-civile_1732841_3210.html (consulté le 2 juin)

CHARREAU, G. & DESBRIERES, P. . "L'Actionnaire" ,[en ligne],
Revue française de gestion, no 141,(5),2002, p.7-13.
<http://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2002-5-page-7.htm>. (consulté le 2
juin)

DEBARBIEUX B. "Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique". Espace géographique, tome 24, n°2, 1995. p. 97-112.

DI CHIRO G " Environmental justice from the grassroots: Reflections on history, gender and expertise." The Struggle for Environmental Democracy: Environmental Justice Movements in the United States, New York,1998,p. 104–136.

DOAN, D. B. "The mineral industry of Guatemala." US Geological Survey Minerals Yearbook–1999,1999,n/a.

DRIEVER, S. " The Role of Lateritic Nickel Mining in Latin American Countries with Special Reference to Exmibal in Guatemala", Geojournal 29, 1985,p.34

DUDKA S. et ADRIANO D., "Environmental Impacts of Metal Ore Mining and Processing: a Review",[en ligne],American Society of Agronomy, Vol.26, N°30,1995,p590-602
<https://dl.sciencesocieties.org/publications/jeq/abstracts/26/3/JEQ0260030590>
(consulté le 2 juin)

ESCOBAR A., " Whose Knowledge, Whose nature? Biodiversity, Conservation, and the Political Ecology of Social Movements",[en ligne],Journal of Political Ecology,Vol.5,1998,n/a
http://jpe.library.arizona.edu/volume_5/3escobar.pdf (consulté le 2 juin)

FERNANDEZ, E. "La nature à travers les constitutions: du droit à l'environnement (Costa rica) au droit de la nature (Equateur)". In Séminaire La représentation de la nature devant le juge; approches prospectives et comparées",2014,n/a

FRASER N Fraser N (1998)" Social justice in the age of identity politics: Redistribution, recognition and participation.",[en ligne], In The Tanner Lectures on Human Values 19.Stanford University, 1996, 68p.
<http://tannerlectures.utah.edu/documents/a-to-z/f/Fraser98.pdf> (consulté le 2 juin)

GANSER D." Retour sur la crise des missiles de Cuba"[en ligne], Le Monde Diplomatique, novembre 2002,p.28.
<https://www.monde-diplomatique.fr/2002/11/GANSER/9553> (consulté le 2 juin)

HEALY J. et SCHWAERTZ J. " U.S. Suspends Construction on Part of North Dakota Pipeline", [en ligne], Ney York Times, septembre 9, 2016.
<https://www.nytimes.com/2016/09/10/us/judge-approves-construction-of-oil-pipeline-in-north-dakota.html> (consulté le 31 juillet)

HELWEGE A."Sustainable mining in Latin America: why so elusive?" Latin American Studies Association Meetings, 2010,n/a

HOROWITZ L.S., "Twenty years is yesterday: Science, multinational mining, and the political ecology of trust in New Caledonia",Geoforum, Vol.41,2010,p 617-626.

JAMASMIE C. "Miners in Guatemala to pay ten times more royalties",[en ligne], mining.com, 2014
<http://www.mining.com/miners-in-guatemala-to-pay-ten-times-more-royalties-75059/>
(consulté le 2 juin)

KENNARD, M. and MAKAN, A. "Mining Groups Have a Mountain to Climb." ,[en ligne],Financial Times. November 8, 2011
<http://www.ft.com/cms/s/0/b045f0dc-0932-11e1-8e86-00144feabdc0.html#axzz1lqg1tUiM> (consulté le 2 juin)

LEVY, B " La territorialité vécue. L'exemple du Quartier",[en ligne],Colloque de Penthes, 2001

http://www.academia.edu/1339072/La_territorialit%C3%A9_v%C3%A9cue._L_exemple_du_quartier (consulté le 2 juin)

LEVY J.,RAFFESTIN C., " Pour une Géographie du pouvoir",[en ligne], préface de Roger Brunet. In: Annales de Géographie, t. 92, n°514, 1983. pp. 720-723.
www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1983_num_92_514_20223_t1_0720_0000_1
(consulté le 2 juin)

LIPIETZ A., "L'écologie politique et l'avenir du marxisme", [en ligne], Congrès Marx International, Paris, 1995.
http://lipietz.net/ALPC/MET/MET_1995m.pdf (consulté le 2 juin)

LUND, C. & PELUSO, N. " New frontiers of land control : introduction". The Journal of Peasant Studies, Volume 38, 2011, p.668.

MAURINO, R. "Lawsuits against mining company alleging shootings, gang rapes can go ahead in Canada", The Canadian Press, 2013

MURDOCH J. "The spaces of actor-network theory",Geoforum,29,1998,p.357-374

RAFFESTIN C. "Paysage et Territorialité", Cahiers de géographie du Québec, Volume 21, numéro 53-54, Université Laval, 1977.

RAFFESTIN C." Repères pour une théorie de la territorialité humaine". Groupe Réseaux, n°7, 1987. pp. 2-22.

RIBOT, J. & PELUSO, N. "A Theory of Access". Rural Sociology, Volume 68, Juin 2003, p. 158.

RUHFUS, J., " Brazil's River of Mud",[en ligne],Al Jazeera 2017
<http://www.aljazeera.com/programmes/peopleandpower/2016/08/brazil-river-mud-160818081002569.html> (consulté le 31 juillet)

SACHS et al. "Natural Resource Abundance and Economic Growth". NBER Working Paper (5398), 1995.

SPITZ B. "La révolution du numérique : l'ère de la convergence." dans: Communication et langage, n°121, Dossier : L'université d'été de la communication.,1999,p. 115-121.

THOMAS F., "Exploitation Minière au Sud : Enjeux et Conflits"[en ligne], Alternative Sud, 2013

<http://www.cetri.be/Exploitation-mini%C3%A8re-au-Sud-enjeux?lang=fr>(consulté le 2 juin)

TRIEST F. « Les grands projets miniers mettent la pression sur les terres aux Philippines », [en ligne], Commission Justice et Paix belge francophone, Bruxelles, 2011

http://www.justicepaix.be/IMG/pdf/2011_Analyse_Les_grands_projets_miniers_mettent_la_pression_sur_les_terres_aux_Philippines.pdf(consulté le 2 juin)

VISSER K. « Lessons of Transparency from EITI », [en ligne], Focus on the Global South, Bangkok, 2012

<http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.694.9522&rep=rep1&type=pdf>(consulté le 2 juin)

ZARSKY, L. & STANLEY, L. " Can extractive industries promote sustainable development? A Net benefits framework and a case study of the Marlin Mine in Guatemala"[en ligne], Journal of Environment & Development, 2013.

<http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/1070496513483131> (consulté le 2 juin)

ZARSKY, L. & STANLEY, L. "Searching for Gold in the Highlands of Guatemala: Economic Benefits and Environmental Risks of the Marlin Mine"[en ligne], Global Development and Environment Institute, Tufts University, 2011

http://www.ase.tufts.edu/gdae/policy_research/marlinemine.pdf (consulté le 2 juin)

ZIN J., " Qu'est-ce que l'écologie-politique?", Ecologie & Politique, N°40, p.41-49, 2010.

RAPPORTS :

Amnesty Internationale, "Guatemala: Activité Minière au Guatemala: Les droits Humains menacés", Londres, 2014, 48p.

Banque Mondiale, "Rapport annuel 2016", 2016.

Banque Mondiale, "Rapport annuel 2007", 2007.

Diaz, J. " La réforme agraire guatémaltèque de 1952: un épisode méconnu et controversé", Université Lyon2, Institut d'Etudes Politiques de Lyon, 2007.

FERRAND D. (et al.). « L'industrie minière et le développement durable », [en ligne], éco-conseil, UQAC, Chicoutimi, 2013.

http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/mine_apatite_sept-iles/documents/DC3.pdf (consulté le 2 juin)

Friends of the Earth Europe "Annual Review"[en ligne],2009.
http://www.foeeurope.org/sites/default/files/publications/foee_annual_review_2009.pdf(consulté le 2 juin)

Gobierno de Guatemala (INE), "Caracterizacion estadistica, Republic de Guatemala 2012", 2012.

Goldcorp Annual Report 2006 ,[en ligne],
http://s1.q4cdn.com/038672619/files/doc_financial/2006_Goldcorp_AR_web.pdf(consulté le 2 juin)

Goldcorp Annual Report 2009,[en ligne],
http://s1.q4cdn.com/038672619/files/doc_financial/Goldcorp_AR_09_Web.pdf(consulté le 2 juin)

International Finance Corporation (CAO).Office Memorandum, CAO Assessment Report: Complaint regarding Marlin Mining Project in Guatemala. Washington, DC, 2005.

JAHAN S.«Human Development Report 2015 Team », [en ligne], UNDP (United Nation Development Programme) 2015.
http://hdr.undp.org/sites/default/files/2015_human_development_report.pdf(consulté le 2 juin)

LANDEN et MALMBER,(2016) "Sustainability reports: environmental friendly or greenwashing tool?", Thesis project, Jonkoping University;

PACT, "Making conflict-free minin a reality in the DRC,Rwanda and Burundi",2015.

Perfil estadistico de genero y pueblos: maya, garifuna, xinka y ladino, Institutio Nacional de Estadistica, Sistema Estadistico Nacional (SEN), 2010.
<http://web.archive.org/web/20111113153907/http://www.ine.gob.gt/np/generoypueblos/documentos/Perfil%20Estadistico%20final.pdf>(consulté le 2 juin)

PNUE, Du conflit à la consolidation de la paix. Le rôle des ressources naturelles et de l'environnement,2009.<http://www.unep.org>(consulté le 2 juin)

PNUD, Rapport sur le développement humain, 2015.
http://hdr.undp.org/sites/default/files/2015_human_development_report_overview_fr.pdf(consulté le 2 juin)

SIBAUD P., Opening pandora's box. The New Wave of Land Grabbing by the Extractive Industries and the Devastating Impact on Earth",[en ligne],The Gaia Foundation,2012. <http://landaction.org/IMG/pdf/Pandorasboxlowres.pdf>(consulté le 2 juin)

SIEDER R. "Reframing Citizenship: Indigenous Rights, Local Power and the Peace Process in Guatemala",[en ligne],1997.

http://www.c-r.org/downloads/Accord%2002_6Reframing%20citizenship_1997_ENG.pdf(consulté le 2 juin)

SERNAGEOMIN, "Balance Nacional de Accidentabilidad Minera de 2016", Gobierno de Chile,2016.

http://www.sernageomin.cl/pdf/mineria/estadisticas/accidentabilidad_Minera/Balance_NacionaldeAccidentabilidadMinerade2016.pdf (consulté le 2 Juin)

The Times, "Atlas Of The World History" , The Times,London,1985,p.355.

UNESCO,"Environmental and Health Impacts of Mining in Africa"[en ligne]Czech Geological Survey,Prague (2012)

http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/SC/pdf/IGCP594-Proceedings_Windhoek_12-Part1.pdf(consulté le 2 juin)

UNHCHR, Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits humains, "Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the activities of her office in Guatemala" ,[en ligne], 2012

[.http://www.ohchr.org.gt/documentos/informes/InformeAnual2011\(eng\).pdf](http://www.ohchr.org.gt/documentos/informes/InformeAnual2011(eng).pdf) (consulté le 2 juin)

US Geological survey – USGS (2008),"The Global Flows of Metals and Minerals. Open-file report 2008–1355",[en ligne],Virginie,2008

<http://pubs.usgs.gov/of/2008/1355/pdf/ofr2008-1355.pdf>(consulté le 2 juin)

VAN DE & SANDT, J. Mining conflicts and indigenous peoples in Guatemala. Amsterdam, The Netherlands: CORDAID,2009.

https://www.cordaid.org/nl/wp-content/uploads/sites/2/2012/12/Mining_Conflicts_and_Indigenous_Peoples_in_Guatemala.pdf(consulté le 2 juin)

Vision Africaine des Mines, "Les ressources minérales et le développement de l'Afrique",[en ligne], Rapport du Groupe d'études international sur les régimes miniers de l'Afrique, 2009,

www.africaminingvision.org(consulté le 2 juin)

WUILLEMIN P., "Une lecture géographique de Barcelone à travers deux œuvres: « Les rues de Barcelone » de F. Ledesma et « Vivre à Barcelone» d'A. Barey", Mémoire de licence, Département de Géographie,Université de Genève, 2001.

WEB/SITES

Bank Information Center (BIC). (2005). "Guatemala: Sipacapa community says no to mining!

["http://www.bicusa.org/en/Article.2191.aspx"](http://www.bicusa.org/en/Article.2191.aspx)

Choc Versus Hudbay

<http://www.chocversushudbay.com/history-of-the-mine>

Export.gov (CAFTA-DR Free Trade Agreement)

http://2016.export.gov/FTA/cafta-dr/eg_main_017544.asp

Fairphone

<https://www.fairphone.com/>

Frontline Defenders Guatemala

<https://www.frontlinedefenders.org/en/search/Guatemala>

Herodote.net (" Bartolomé de Las Casas (1474L-1566) L'Ami des Indien")

[https://www.herodote.net/Bartolome de Las Casas 1474 1566 -synthese-452.php#top](https://www.herodote.net/Bartolome_de_Las_Casas_1474_1566_-synthese-452.php#top)

Mining Watch Canada

<http://miningwatch.ca/search/site/guatemala>

MiningWeekly

http://www.miningweekly.com/article/tahoe-goes-into-damage-control-after-flagship-mine-suspended-2017-07-14/rep_id:3650

Ministère de l'Energie et des Mines (MeM) " Gobierno Propone Suspension Temporal De Emision De Nuevas Licencias Mineras Metalicas" 2014.

<http://www.mem.gob.gt/2013/07/10/gobierno-propone-la-suspension-temporal-de-la-emision-de-nuevas-licenciasmineras-metalicas/>

Nasdaq.com

<http://www.nasdaq.com/>

Openparliament.ca

<https://openparliament.ca/bills/40-3/C-300/>

The Esperanza Project Guatemala

<http://www.theesperanzaproject.org/2010/05/a-mothers-day-thanks-to-guatemalan-world-changers/>

"The facts: Hudbay's former operations in Guatemala", Hudbay Mineral Corporation

<http://www.hudbayminerals.com/English/Responsibility/CSR-Issues/The-facts-Hudbays-former-operations-in-Guatemala/default.aspx>

Toward Sustainable Mining (TSM,2017)

<http://mining.ca/towards-sustainable-mining>

UN.ORG (MINUGUA)

http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/f_minug.htm

8. Annexes

Fig. 1. " Paysage et Territorialité" Raffestin, 1977.

Fig. 2. Les minéraux essentiels aux nouvelles technologies (cité dans Sibaud, 2012)

Fig. 3. Tableau récapitulatif des théories phares de mon étude de cas, Marc de Maio, 2017

Fig. 4. Image satellite de la mine de Marlin, exploitée par Goldcorp, à proximité des municipalités Maya Sipacapa et San Miguel Ixtahuacan. Google Earth, 2017

Fig. 5. Image satellite de la mine de Fenix exploitée par Hudbay Minerals à proximité de la municipalité maya: El Estor. Google Earth, 2017

Fig. 6. Les entreprises minières canadiennes étudiées, Marc de Maio, 2017

Fig. 7. Analyse du discours des acteurs de l'étude de cas. Marc de Maio, 2017

Fig. 8. Schéma relationnel en contexte minier. Marc de Maio, 2017

Fig. 9. Part de l'agriculture dans le % du PIB du Guatemala. Trading Economics ,2009

Fig. 10: Distributions des revenus de la mine de Marlin à la trésorerie Guatémaltèque. Goldcorp Annual Reports, 2006-2009